

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA REÇOIT LE
COMMANDANT DES FORCES NAVALES
AMÉRICAINES EN EUROPE ET EN AFRIQUE,
COMMANDANT DES FORCES CONJOINTES DE L'OTAN**

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu en audience, mardi au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Commandant des Forces navales américaines en Europe et en Afrique, Commandant des Forces conjointes de l'OTAN, l'Amiral George Wikoff, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.16

ENTRE NOUS

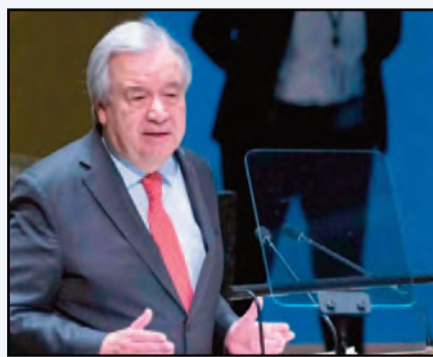
Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 24 Dhou El-Hijja 1447 - 10 Juin 2026 - N° 1323 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

NATIONS UNIES/DROITS HUMAINS

GUTERRES TIRE LA SONNETTE D'ALARME SUR LE SORT DES PERSONNES HANDICAPÉES



Le secrétaire général des Nations Unies a tiré hier à New York la sonnette d'alarme : les avancées obtenues pour les personnes handicapées au cours des vingt dernières années, grâce à la Convention qui leur est dédiée, risquent de s'essouffler dangereusement.

P.7

CLÔTURE DU SADA 2026

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

La 4^e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026) s'est achevée après trois jours d'activités. À cette occasion, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer son intégration économique au sein de l'espace africain, en encourageant des partenariats mutuellement bénéfiques, afin de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le développement commun.

P.2

ENGAGEMENT AVANT-GARDISTE DE L'ALGÉRIE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE,

M.BAN KI-MOON REND HOMMAGE À NOTRE PAYS



P.9

Fervent défenseur des politiques environnementales algériennes, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies et actuel président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), M. Ban Ki-moon, a rendu hommage, mardi depuis la capitale algérienne, à l'engagement avant-gardiste du pays en faveur du développement durable à l'échelle planétaire, porté par une diplomatie avisée et un rôle moteur dans la coopération entre pays du Sud.

LE SUD ALGÉRIEN BIENTÔT RELIÉ PAR LE RAIL

DJELLAOUI SUPERVISE LES PRÉPARATIFS DU CHANTIER FERROVIAIRE HASSI MESSAOUD-TAMANRASSET

Une séance de travail dédiée au suivi des préparatifs du futur axe ferroviaire Hassi Messaoud-Tamanrasset s'est tenue mardi à Alger, sous la conduite du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, selon un communiqué rendu public par le ministère.

P.4

CLÔTURE DU SADA 2026

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

La 4^e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026) s'est achevée après trois jours d'activités. A cette occasion, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer son intégration économique au sein de l'espace africain, en encourageant des partenariats mutuellement bénéfiques, afin de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le développement commun.

Par Ikram Haou

Les travaux de cette 4^e édition se sont clôturés lundi soir à Alger. Le Salon s'est imposé comme un point de départ pour élargir les partenariats économiques et d'investissement entre les pays africains, au service du développement durable et de l'intégration économique continentale.

Il convient de rappeler que cette édition s'est tenue à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), sous le thème : « Construire les partenariats africains de demain : innovation, souveraineté économique et intégration continentale ». Elle a constitué un espace concret d'échange d'expériences entre opérateurs économiques et a permis de découvrir des établissements et des organismes de différents pays africains. Les participants ont examiné les opportunités d'investissement et de partenariat, ainsi que les moyens de développer les échanges commerciaux intra-africains.

Les opérateurs présents à cet



événement ont appelé à élargir et à renforcer les domaines de coopération économique. Selon eux, cet objectif passe par le soutien à la présence des entreprises africaines, tant sur les marchés continentaux qu'internationaux, tout en accroissant le volume des échanges com-

merciaux intra-africains et en valorisant le potentiel du continent.

Lors de la clôture, M. Akram Zidi, président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), a estimé que le Salon avait marqué un

tournant dans le renforcement des passerelles entre les acteurs économiques. Il a, selon lui, ouvert la voie à de nouvelles perspectives de partenariat et de coopération, tout en consolidant le rôle de l'Algérie dans le renforcement de ses relations économiques avec les pays africains et la promotion de ses exportations hors hydrocarbures, dans le sillage de la dynamique que connaît actuellement le pays.

De son côté, Mme Nedjma Grid, représentante de la société « BAO-SEM », filiale du groupe Sonatrach spécialisée dans la publication des appels d'offres du secteur de l'énergie et coorganisatrice de l'événement, a souligné que le SADA 2026, qui a réuni plus de 100 entreprises algériennes et africaines, a ouvert de grandes opportunités d'échange et de développement de relations d'affaires entre opérateurs économiques. Elle a également annoncé que la prochaine édition se tiendrait en juin 2027 à Oran, précisant que l'événement s'est tenu du 6 au 8 juin.

I.H

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

VERS LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION NUMÉRIQUE AVEC HUAWEI

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, une délégation du groupe chinois Huawei, avec laquelle il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération dans le domaine de la transformation numérique et du développement des services numériques dans son secteur, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a permis de prendre connaissance de l'expertise dont dispose le groupe Huawei dans les domaines de la numérisation et des technologies modernes, ainsi que de ses propositions visant à accompagner les efforts du ministère en matière de modernisation de l'administration et d'amélioration des

plateformes numériques destinées aux opérateurs économiques et aux acteurs du secteur de l'industrie pharmaceutique, précise la même source.

Les entretiens ont également porté sur les perspectives d'intégration de l'intelligence artificielle dans le développement et l'amélioration des services numériques du secteur, de

manière à accélérer le traitement des dossiers et à optimiser les performances.

A cette occasion, M. Kouidri a souligné le caractère stratégique de la numérisation du secteur de l'industrie pharmaceutique, conformément aux orientations des hautes autorités du pays visant à établir une administra-

tion moderne fondée sur la numérisation et les technologies modernes.

Cette démarche, a-t-il ajouté, a pour objectif d'améliorer la qualité des services proposés aux opérateurs économiques et de renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion du secteur, conclut le communiqué.

RA

UN MODÈLE D'IA, PRODUIT DE L'UNIVERSITÉ D'OUARGLA, ADOPTÉ PAR UNE PLATEFORME MONDIALE

NOS JEUNES ONT DU GÉNIE !

Un modèle de programmation dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) en langue arabe, conçu par le chercheur Mouïssat Rabah Abderrahmane de l'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO), a été adopté par la plateforme mondiale d'IA "Featherless-AI".

Approché par l'APS, M. Mouïssat a indiqué que le projet nommé "Ara-Code-7B", qui corrobore la présence de compétences scientifiques et technologiques algériennes dans le domaine de l'innovation informatique en l'IA, notamment en programmation et génération en langue arabe, vise, outre la programmation, la simplification des codes informatiques en Arabe

permettant aux chercheurs, développeurs et étudiants, d'assimiler la programmation linguistique des notions technologiques et numériques complexes en langue arabe.

Ce modèle, a-t-il expliqué, permet de suggérer des solutions informatiques et d'insérer intelligemment ces codes arabes, en vue d'en faire un support didactique et technologique à même d'étayer le contenu numérique arabe dans les domaines de l'IA et de l'informatique.

Il constitue une importante phase au développement des contenus numériques arabes en IA, notamment à l'ère de la demande croissante sur les modèles exploi-

tant la langue arabe dans les domaines d'innovation technologique, en informatique notamment, a souligné le chercheur, ajoutant qu'il ambitionne de développer des modèles d'IA algériens aptes à contribuer à des solutions technologiques innovantes au service des secteurs de l'éducation et des technologies.

Cet exploit reflète le niveau scientifique atteint par les promus de l'UKMO et atteste de sa capacité à former des compétences en mesure de s'imposer dans le domaine de l'innovation technologique moderne et l'intelligence artificielle, notamment la programmation et l'analyse de données.

RA

SAISON ESTIVALE

POURSUITE DES OPÉRATIONS DE RÉHABILITATION DES ESPACES PUBLICS

De vastes campagnes de réhabilitation des lieux publics, de nettoyage des plages et des espaces forestiers se poursuivent à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'esthétique de l'environnement urbain et à assurer une bonne préparation de la saison estivale, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

"En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, plusieurs wilayas connaissent de vastes opérations de nettoyage des quartiers, des plages, des espaces forestiers et des lieux publics", a précisé le communiqué.

Ces actions englobent également "l'enlèvement des déchets ménagers et inertes, le curage des oueds et des cours d'eau, l'entretien

des réseaux d'assainissement, la réhabilitation des places publiques et des espaces verts, ainsi que la maintenance de l'éclairage public, avec la participation des collectivités locales, des différents services publics, des organismes concernés et des composantes de la société civile", ajoute la même source.

Ces campagnes s'inscrivent dans le cadre des efforts continus déployés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, pour "offrir un cadre de vie propre et attrayant aux citoyens et aux estivants et améliorer la qualité de vie au quotidien", tout en "veillant à la mobilisation de l'ensemble des moyens matériels et humains afin d'assurer la pérennité de ces initiatives et leur extension à travers les différents quartiers, agglomérations et zones touristiques", selon le même communiqué.

RA

DANS LE CADRE DE SA VISITE DE TRAVAIL AU ROYAUME DE BELGIQUE, CHAIB PRÉSIDE UNE RÉUNION AVEC DES CHEFS DES POSTES CONSULAIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a présidé, mardi au siège de l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, une réunion de travail et de coordination avec les chefs des postes consulaires de la région de l'Europe du Nord, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue au Royaume de Belgique, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la poursuite des rencontres périodiques et d'orientation que tient le secrétaire d'Etat avec les chefs des missions et postes consulaires à l'étranger, conformément aux instructions des hautes autorités du pays visant à améliorer la qualité des prestations fournies aux membres de la diaspora, et à renforcer les mécanismes de prise en charge de leurs préoccupations et de réponse à leurs attentes, précise le communiqué.

La réunion a été consacrée à l'examen du bilan de l'activité consulaire et à l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes et projets visant à moderniser le service consulaire, notamment à travers la généralisation de la numérisation, la simplification des procédures administratives et l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des citoyens, ajoute la même source.

Cette rencontre a aussi permis d'évaluer le niveau d'exécution des



mesures prises au profit de la communauté nationale résidant dans les pays d'Europe du Nord, notamment en ce qui concerne le renforcement du travail de proximité, l'intensification des initiatives de

communication, et le développement des mécanismes d'écoute et d'accompagnement, de manière à contribuer à la consolidation des liens entre les membres de la communauté et leur mère patrie, ainsi

qu'à renforcer leur contribution aux différents processus de développement national.

Il a également été question d'évoquer les préparatifs en cours pour la saison estivale, M. Chaib ayant donné des instructions sur la nécessité de renforcer les dispositifs d'information et d'orientation au profit des membres de la communauté nationale, et de coordonner avec les différents

intervenants afin de garantir les meilleures conditions d'accueil et d'accompagnement lors de leurs déplacements vers le pays, a-t-on ajouté de même source.

Au terme de la rencontre, M. Chaib a tenu à saluer les efforts consentis par les chefs et les agents des postes consulaires, les appelant à "poursuivre leur travail avec responsabilité et dévouement, afin de garantir un meilleur service à la diaspora et de concrétiser les directives des hautes autorités du pays en la matière".

RA

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

M. ADJAL EXAMINE AVEC M. BAN KI-MOON LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION AVEC LE GGGI

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a reçu, mardi à Alger, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, en visite en Algérie en sa qualité de président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération, notamment dans les domaines de la transition énergétique, du développement durable et de l'efficacité énergétique, en accord avec l'orientation de l'Algérie vers la construction d'une économie durable, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère et de représentants de l'Institut, les deux parties ont évoqué les moyens de développer le partenariat technique et institutionnel entre le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables et le GGGI, notamment dans les domaines de l'élaboration d'études et de programmes liés à la transition énergétique, du développement de projets en matière d'énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la gestion des ressources hydriques associées aux projets éner-

gétiques, précise la même source.

A cette occasion, M. Adjal a souligné l'engagement du secteur à mettre en œuvre les orientations et instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité énergétique et à consolider les fondements du développement durable.

Il a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie à assurer un équilibre entre la garantie de la sécurité énergétique et la promotion d'un développement socioéconomique durable, à travers la valorisation des ressources nationales et l'élargissement de la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, ajoute le communiqué.

Dans ce contexte, le ministre a présenté les principaux projets stratégiques que le secteur s'emploie à concrétiser, à commencer par le programme de développement de 15.000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque, le programme de développement de l'hydrogène vert, ainsi que les projets liés aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire.

M. Adjal a, en outre, souligné la disponibilité du ministère à travailler en étroite collaboration

avec les équipes du GGGI en vue d'élaborer une feuille de route opérationnelle et efficace, permettant d'atteindre les objectifs communs et de renforcer la coopération entre les deux parties.

De son côté, M. Ban Ki-moon a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le développement des énergies renouvelables ainsi que les importantes potentialités dont elle dispose, notamment dans le domaine de l'énergie solaire.

A cet égard, il a fait part de la disposition du GGGI à accompagner l'Algérie dans la mise en œuvre de ses projets et programmes visant à accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone.

L'ancien Secrétaire général des Nations Unies a, par ailleurs, appelé à soutenir et à accompagner les activités du Bureau du GGGI en Algérie, afin de lui permettre d'accomplir ses missions, tout en soutenant les efforts de l'Algérie pour atteindre ses objectifs en matière de développement durable, de transition énergétique et d'économie verte, conclut le communiqué.

RA

PRÉPARATIFS DE LA SAISON ESTIVALE À ORAN

DES PLAGES BIEN ÉQUIPÉES ET GRATUITES

Le wali d'Oran, M. Brahim Ouchene, a supervisé, mardi depuis la plage de Madagh (Ouest d'Oran), le lancement de l'opération d'équipement des plages avec différents aménagements, qui seront mis gratuitement à la disposition des citoyens.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur la nécessité de prendre toutes les mesures garantissant la gratuité de l'accès aux plages et d'assurer un suivi rigoureux pour la réussite de la saison estivale.

S'exprimant à la presse en marge du lancement de cette opération, M. Ouchene a indiqué que l'équipement des plages de la wilaya en parasols, de chaises et de tables, mis gratuitement à la disposition des citoyens, a débuté aujourd'hui à partir de la plage pilote de Madagh. L'opération sera généralisée à

l'ensemble des plages de la wilaya à partir de la semaine prochaine, a-t-il indiqué.

Le responsable local a ajouté que la généralisation de cette mesure interviendra à la fin de la période des examens du baccalauréat, précisant que les 31 plages autorisées à la baignade seront gratuites et dotées de toutes les commodités nécessaires au profit des citoyens et des estivants, conformément aux instructions du président de la République lors du Conseil des ministres.

Le wali a également souligné sa détermination à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'application effective de la gratuité des plages et mettre fin aux pratiques d'appropriation illégale de ces espaces.

Il a souligné que les services de sécurité veilleront à empêcher de tels comportements, afin de préserver le caractère public et gratuit des plages et de lutter contre les pratiques il-

légalles qui limitaient auparavant le droit des citoyens à profiter librement du littoral.

Et d'ajouter: "nous sommes pleinement engagés dans cette démarche afin de permettre aux familles algériennes de profiter des plages, de la mer et des vacances", saluant à cet égard le soutien apporté par les investisseurs et les opérateurs économiques de la wilaya pour l'équipement des plages en tables, parasols et chaises.

Il convient de rappeler qu'au moins 250 agents ont bénéficié d'une formation de base assurée par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya. Leur mission consistera à encadrer et à organiser les plages, ainsi qu'à accueillir et orienter les citoyens, note-t-on.

RA

LE SUD ALGÉRIEN BIENTÔT RELIÉ PAR LE RAIL DJELLAOUI SUPERVISE LES PRÉPARATIFS DU CHANTIER FERROVIAIRE HASSI MESSAOUD-TAMANRASSET

Une séance de travail dédiée au suivi des préparatifs du futur axe ferroviaire Hassi Messaoud-Tamanrasset s'est tenue mardi à Alger, sous la conduite du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, selon un communiqué rendu public par le ministère.

Par Ali Boudefel

Les cadres centraux du ministère ainsi que les responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) ont pris part à cette rencontre organisée au siège de l'institution. Les échanges ont porté sur l'ensemble des mesures déjà engagées en vue du démarrage concret du chantier, lequel couvrira le tracé Hassi Messaoud-Ouargla-El Meniaa-In Salah-Tamanrasset.

Un bilan détaillé de l'état des préparatifs en cours a été dressé devant l'assistance à cette occasion.

Les discussions ont par ailleurs porté sur les dispositions restant à finaliser avant l'ouverture du chantier, l'objectif étant de mener à bien ce projet stratégique dans le respect des délais fixés et des standards techniques applicables.

A.B



LANCEMENT DES TRAVAUX DE LA LIGNE FERROVIAIRE RELIANT LAGHOUAT, GHARDAÏA ET EL MENIA EN SEPTEMBRE PROCHAIN

Les travaux de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa et El Menia sur une distance d'environ 500 km devraient débuter en septembre prochain, a indiqué, mardi, Bachir Mokrani, chargé de la direction des transports guidés et du transport ferroviaire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Dans une déclaration à la presse en marge de la deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026), ouverte mardi au Centre des conférences "Mohamed Benahmed" d'Oran, M. Mokrani a souligné que ce projet important s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale d'extension et de modernisation du réseau ferroviaire, notamment de l'axe stratégique reliant Alger à Tamanrasset.

Il a précisé que "certaines sections de cet axe sont déjà en exploitation", relevant que "les travaux du tronçon reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa et El Menia, sur près de 500 km, démarreront en septembre prochain".

Le même responsable a ajouté que les études techniques relatives à cette nouvelle ligne sont achevées à 100 pour cent, grâce à des bureaux d'études nationaux, soulignant que les travaux seront réalisés par des entreprises algériennes, avec des compétences et une main-d'œuvre nationales.

Il a également indiqué que le délai contractuel fixé pour la réalisation du projet est de 24 mois, soulignant que le ministère de tutelle, en coordination avec le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, à travers l'Agence nationale d'études et de suivi

de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), œuvrera à réduire ces délais et à accélérer le rythme des travaux, afin de mettre la ligne en service dans les meilleurs délais.

Pour rappel, le salon "Algérie Rail Expo 2026", inauguré par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, réunit près de 40 exposants issus d'entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont L'Australie, l'Allemagne, La Chine, L'Italie et L'Égypte.

RA

OUVERTURE DE LA 2E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ET DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026) a été inaugurée, mardi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, avec la participation de 40 exposants.

L'ouverture de cette manifestation économique, organisée sur quatre jours à l'initiative de l'agence de communication et d'événementiel économique Moka Com, en partenariat avec le Centre des conventions "Mohamed Benahmed", a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi.

Placée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette manifestation réunit des entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des trans-

ports ferroviaires (SNTF), les groupes Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte, selon les organisateurs.

Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 11 juin, vise à "consolider sa position en tant que plateforme de référence entre l'Afrique et l'Europe, dédiée à la promotion des investissements, au développement des partenariats industriels et à l'échange d'expertises dans les domaines liés aux infrastructures et aux systèmes ferroviaires".

L'événement couvre de nombreux secteurs liés au transport ferroviaire, notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, le matériel roulant, les systèmes de signalisation et de contrôle.

D'autres domaines sont également représentés,

tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes embarqués), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, le financement et l'investissement.

Par ailleurs, les organisateurs ont programmé une série de conférences et d'interventions consacrées aux enjeux stratégiques du secteur, notamment dans les domaines de la modernisation, de l'innovation et du financement.

Parmi les thèmes abordés figurent "La numérisation des infrastructures ferroviaires", "Le transport ferroviaire au service de la valorisation des ressources minières", "L'Algérie comme plateforme logistique entre l'Afrique et l'Europe", "Le rôle du transport ferroviaire dans la logistique intégrée", ainsi que plusieurs autres sujets d'actualité.

RA

CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-RUSSE

EXPLORATION DES OPPORTUNITÉS DE PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE AVEC LES START-UP ALGÉRIENNES

Une délégation du Conseil d'affaires algéro-russe a visité, mardi, l'accélérateur public Algeria Venture, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Russie, notamment dans les domaines de la technologie, de l'entrepreneuriat et de l'accompagnement des start-up.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la visite, le directeur des start-up et des structures d'appui au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Chems Eddine Bemoussat, a indiqué que cette visite a permis à la délégation russe de découvrir les composantes de l'écosystème national des start-up et des micro-entreprises, ainsi que des modèles d'entreprises algériennes disposant du potentiel nécessaire pour nouer des partenariats

avec des opérateurs russes, africains et internationaux.

Les exposés présentés lors de la visite ont porté sur des projets innovants dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, a-t-il précisé, mettant en avant la capacité des start-up algériennes à investir les marchés internationaux et à exporter leurs services.

De son côté, le président du Conseil d'affaires algéro-russe, Ahmed Azimov, a souligné l'intérêt du Conseil pour le développement de partenariats technologiques bilatéraux, indiquant que cette visite a permis de découvrir des projets ayant enregistré des avancées remarquables dans les domaines de la technologie et de l'économie de la connaissance. Il a ajouté qu'un certain nombre de projets présentés disposent d'un fort potentiel d'expansion et

d'une grande capacité à attirer des investissements hors d'Algérie, y compris de Russie, précisant avoir découvert un écosystème propice aux idées innovantes, aux compétences et aux investissements.

Il a également indiqué que le Conseil, en tant qu'espace réunissant des hommes d'affaires des deux pays, entend accorder la priorité au secteur technologique, vu son rôle central dans la stimulation du développement économique.

M. Azimov a en outre souligné l'importance des projets liés à l'intelligence artificielle, devenue un levier essentiel pour de nombreux secteurs économiques, mettant en avant la volonté d'encourager l'établissement de partenariats algéro-russes en la matière.

Dans le même contexte, il a précisé que de grandes entreprises technolo-

giques russes ont récemment commencé à s'implanter sur le marché algérien et à constituer des groupes de travail locaux, ce qui témoigne de leur intérêt pour l'Algérie non seulement en tant que marché, mais également comme porte d'entrée vers les marchés africains.

L'intervenant a conclu son propos en affirmant que l'Algérie dispose des ressources humaines et économiques nécessaires pour soutenir un essor technologique prometteur, avec la possibilité de conforter sa position de pôle régional de l'innovation et de la technologie dans le continent africain.

RA

AÏN TEMOUCHENT

100 MILLIONS DE DA INVESTIS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE EN ÉLECTRICITÉ

La Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) d'Aïn Temouchent a réalisé plusieurs projets, pour lesquels une enveloppe financière de plus de 100 millions de dinars a été mobilisée, afin de répondre à la demande croissante en électricité durant la saison estivale, a indiqué, mardi, le directeur de la Distribution de la wilaya, M. Rahou Boutkhil.

Le même responsable a précisé que, depuis le début de l'année en cours, 16 transformateurs électriques ont été réalisés et mis en service dans plusieurs communes de la wilaya, dans le but d'améliorer la qualité de l'alimentation électrique et de renforcer le réseau à travers l'ensemble du territoire de la wilaya d'Aïn Temouchent.

Par ailleurs, 15 transformateurs électriques ont fait l'objet d'opérations de réhabilitation et de rénovation, contribuant ainsi à améliorer les performances du réseau et à réduire les risques de pannes et de coupures durant la



période estivale.

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Aïn Temouchent s'est également renforcée, cette année, avec la mise

en service d'un poste de transformation et de distribution électrique de 60/30 kV dans la commune d'Aïn Larbâa. Cette infrastructure contribue de manière

significative à l'amélioration des performances du réseau électrique de la wilaya et à la satisfaction de la demande croissante en énergie, particulièrement en été, a expliqué la même source.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, un programme spécifique de maintenance des installations de transport d'électricité a été mis en œuvre. Celui-ci a concerné huit postes de transformation électrique, ainsi que l'entretien des lignes électriques alimentant les usines de dessalement d'eau de mer et la maintenance de 198 kilomètres de réseaux électriques, a indiqué M. Boutkhil.

Par ailleurs, un plan d'action de terrain a été déployé dans le cadre de la prévention des incendies de forêt afin de protéger les réseaux électriques. Cette opération a notamment consisté à élaguer les arbres situés à proximité des lignes électriques aériennes. Les travaux ont été achevés au cours du mois de mai dernier, a-t-on précisé.

R.R

KHENCHELA

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE MOISSONS-BATTAGE

La campagne moissons-battage de la saison agricole 2025-2026 a été officiellement lancée mardi dans la zone nord de la wilaya de Khenchela où une production de 1,222 million de quintaux de céréales est prévue, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Saïd Tamen.

Le même responsable a précisé au cours d'un exposé présenté au wali, Salim Harizi, qui supervisait le lancement de la campagne dans une exploitation agricole privée de la commune de M'toussa, qu'une production globale de 648.000 quintaux de blé dur, de 191.000 quintaux de blé tendre et de 386.000 quintaux d'orge était prévue, cette saison, dans la wilaya de Khenchela.

S'agissant de la région nord de la wilaya, où la

campagne a été officiellement lancée, il est attendu, selon le même responsable, une production de plus de 222.000 quintaux de blé dur, 28.000 quintaux de blé tendre et 379.000 quintaux d'orge sur une superficie emblavée de 48.705 hectares.

M. Tamen a également fait savoir que dans la zone sud de la wilaya de Khenchela, où la superficie cultivée est estimée à 22.000 hectares, il a déjà été récolté, jusqu'à présent, 530.000 quintaux de différentes espèces de céréales avec un rendement de plus de 24 quintaux par hectare.

De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Abdelkader Bahi, a indiqué que plusieurs dizaines de

moissonneuses-batteuses, de tracteurs agricoles et de camions « ont été mobilisés pour réussir la campagne des moissons, en plus de camions destinés à acheminer la récolte vers les points de collecte et de stockage dont la capacité a dépassé, aujourd'hui, le million de quintaux ».

Le même responsable a également souligné, à ce propos, que la CCLS a collecté à ce jour, depuis le lancement, fin avril dernier, de la campagne moissons-battage dans la région sud de la wilaya de Khenchela, plus de 403.000 quintaux de céréales, dont près de 297.000 quintaux de blé dur, 103.000 quintaux de blé tendre et 3.300 quintaux d'orge.

R.R

TIARET

TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR ÉRADIQUER LES COUPURES ÉLECTRIQUES

La direction de Distribution de Tiaret, relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz " Sonelgaz", a mis en œuvre, récemment, plusieurs projets visant à consolider l'alimentation de la population en énergie électrique, dans le cadre d'un plan anticipatif destiné à éviter les coupures durant la saison estivale, a-t-on appris, mardi, auprès de son directeur, Lazreg Benmaâzouza.

M. Benmaâzouza a présenté, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la direction, les principaux projets réalisés, qui comprennent la création de nouveaux départs électriques dans plusieurs communes de l'ouest de la wilaya, ainsi que le renouvellement des câbles vétustes, la mise en œuvre d'opérations préventives pour protéger le réseau contre les incendies, en plus d'autres projets qui seront prochainement mis en service.

Dans ce cadre, un régulateur de tension électrique a été mis en service dans la commune de Sidi Abderrahmane, ayant permis d'augmenter l'intensité du courant de 15%. Deux nouveaux départs ont également été mis en service depuis la centrale de Frennda, le premier vers la commune de Medrissa sur une distance de 23 km, et le second vers la commune de Takhmaret sur 43 km, "ce qui a permis de réduire la durée et le nombre des coupures enregistrées auparavant", a fait savoir le responsable.

Par ailleurs, un nouveau départ électrique depuis la centrale de Frennda est prévu dans les prochaines semaines au profit des villes

d'Aïn-Deheb et de Sougueur, avec un réseau de transport s'étendant sur 45 km, pour un budget estimé à 230 millions de dinars.

Dans le même contexte, les travaux de modernisation de la centrale de Frennda se poursuivent, incluant la réhabilitation du bâtiment et le renouvellement des équipements, ainsi que sa dotation en technologie de télégestion, selon la même source. Le responsable a également indiqué que les services de la direction ont effectué une maintenance quasi complète du réseau électrique, comprenant le remplacement de 50 km de câbles en cuivre par des câbles en aluminium, ainsi que la réalisation de huit tranchées pare-feu sur une superficie totale d'environ un hectare dans les zones forestières traversées par le réseau électrique.

Les opérations préventives ont également inclus l'élagage des arbres en contact avec le réseau sur une longueur de 3,1 km, afin de prévenir les incendies et de protéger les équipements électriques contre les dommages.

Par ailleurs, afin de rapprocher ses services des citoyens, l'entreprise prévoit l'ouverture de bureaux commerciaux et de centres d'intervention rapide pour traiter les pannes des réseaux d'électricité et de gaz dans 11 chefs-lieux de daïra de la wilaya. Les travaux d'aménagement des locaux acquis en coordination avec les autorités locales sont actuellement en cours, a ajouté le même responsable.

R.R

TIPAZA

L'INTÉGRATION DE L'IA DANS LES ÉTUDES DE MÉDECINS AU CENTRE D'UNE CONFÉRENCE

L'intégration des outils d'Intelligence artificielle (IA) dans la formation pédagogique des médecins a été au cœur d'une conférence animée mardi à l'université de Tipasa par le professeur algérien Elias Zerhouni.

S'exprimant devant les étudiants de l'annexe de médecine de l'Université de Tipasa, le Pr.Zerhouni a souligné l'importance croissante de l'IA et des technologies modernes dans l'enseignement et la pratique médicale.

Selon le chercheur, en visite à l'université à l'invitation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'IA et l'évolution rapide des technologies modernes contribuent à l'obtention de résultats remarquables. Il a, à ce titre, exhorté les étudiants de l'annexe de médecine à s'adapter à ces mutations et à renforcer leurs efforts personnels d'apprentissage en s'appuyant sur leurs compétences et leurs talents.

A cette occasion, l'université a présenté "TechRIH", une plateforme numérique algérienne dédiée à l'enseignement médical, développée par deux (2) start-up en partenariat avec l'Université de Saïda et un groupe économique privé. Utilisée depuis novembre 2025 à l'annexe de médecine de Tipasa, cette solution s'inscrit dans la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur visant à moderniser les outils pédagogiques universitaires.

Selon le directeur de l'annexe de médecine de l'université de Tipasa, Pr.Kamel Bouaita, la plateforme "TechRIH" (table de dissection virtuelle), désormais déployée dans l'ensemble des facultés de médecine du pays, constitue une plateforme interactive de simulation offrant aux étudiants et aux spécialistes des informations médicales précises.

R.R

FACE AUX TENSIONS GÉOPOLITIQUES ET AU RALENTISSEMENT DE LA MONDIALISATION

LA CHINE RENFORCE SON ARSENAL POUR PROTÉGER SES SECTEURS STRATÉGIQUES

La Chine met en place un arsenal inédit de mesures pour protéger ses capitaux, ses talents et ses technologies. Elle érige progressivement une véritable forteresse économique. La semaine dernière, le Conseil des affaires de l'État, équivalent du Cabinet, a annoncé de nouvelles règles imposant un examen de sécurité nationale à toute entreprise chinoise souhaitant investir à l'étranger.

Par Rihab Taleb

Cette décision s'ajoute à une série de mesures adoptées en avril, qui permettent aux autorités d'intervenir lorsqu'une société étrangère tente de déplacer ses chaînes d'approvisionnement hors du territoire chinois. La Chine entend protéger ses secteurs stratégiques et limiter la fuite de capitaux, de technologies et de savoir-faire.

Dans un climat de tensions croissantes avec les États-Unis et la Belgique, la Chine affiche sa volonté de contrôler ses flux économiques et de renforcer son autonomie. Pendant des décennies, l'ouverture des marchés et le libre-échange ont favorisé l'essor spectaculaire de la Chine, devenue la deuxième puissance économique mondiale. Mais ce modèle semble désormais en fin de cycle. De l'Europe aux États-Unis, les grandes économies se replient sur elles-mêmes, érigeant barrières tarifaires et restrictions commerciales.

La crainte d'une domination chinoise dans les matières premières, la production industrielle et la technologie pousse les gouvernements occidentaux à durcir leurs positions. « Le monde s'éloigne du régime où les lois facilitaient la circulation du capital, des personnes, de la technologie et du commerce », observe Ben Kozłowski, expert en commerce basé à Hong Kong.

En avril, Pékin a bloqué l'acquisition par Meta d'une start-up d'intelli-



gence artificielle fondée par des ingénieurs chinois. Début mai, cinq raffineries sanctionnées par les États-Unis ont reçu l'ordre de ne pas se conformer aux mesures américaines. Quelques jours plus tard, l'entreprise Nucotech, spécialisée dans les équipements de sécurité et soutenue par l'État, s'est vu interdire de coopérer avec les enquêteurs européens.

Les autorités chinoises disposent désormais d'un pouvoir élargi pour examiner les projets d'expansion à l'étranger. Les investissements sont classés en trois catégories : encouragés, restreints ou interdits. Selon plusieurs avocats, l'objectif est de conserver en Chine les capitaux, les talents et la propriété intellectuelle dans les domaines jugés stratégiques. Les entreprises étrangères présentes sur le territoire redoutent une interprétation extensive de ces règles, qui pourrait inclure l'accès aux données sensibles qu'elles doivent fournir à leurs régulateurs internationaux.

La Chine avait longtemps encouragé ses entreprises à s'implanter à l'étranger pour contourner les contraintes locales et diversifier leurs marchés. Aujourd'hui, ces mêmes

ambitions risquent d'être freinées par des règles restrictives. « La Chine a encouragé les entreprises à aller à l'étranger installer des usines, investir et contourner toutes les contraintes qui peuvent frapper la fabrication en Chine », rappelle Lester Ross, conseiller principal chez Wilmer Hale. Les nouvelles mesures pourraient donc se retourner contre les intérêts des sociétés chinoises elles-mêmes.

Les mesures restreignent le mouvement de certains talents dans des secteurs jugés sensibles, encore non définis par le géant asiatique. Elles donnent aussi aux fonctionnaires davantage de pouvoirs dans l'examen des mouvements de capitaux, allant jusqu'à forcer des investisseurs à vendre des actions ou à interrompre des projets si un enjeu de sécurité nationale apparaît. Les règles établissent également les bases juridiques permettant aux régulateurs d'interdire aux entités étrangères d'investir ou d'opérer en Chine, y compris de les expulser du pays, en représailles aux actions prises par leurs gouvernements contre des investissements chinois. L'administration Biden a imposé en 2024 des restrictions sur les investissements américains dans les

secteurs chinois des semi-conducteurs, de l'informatique quantique et de l'intelligence artificielle. L'Union européenne, de son côté, encourage ses États membres à examiner attentivement les investissements dans ces domaines sensibles. Pékin définit la sécurité nationale de manière beaucoup plus large, donnant à ses autorités un champ d'action considérablement étendu.

L'idée d'imposer une approbation pour investir à l'étranger peut sembler inhabituelle. Pourtant, la Chine limite depuis longtemps les mouvements de capitaux sortants. Chaque citoyen ne peut transférer que 50 000 dollars par an hors du pays, une restriction qui prend d'autant plus de poids avec le ralentissement de la croissance économique. Dans les années 2010, Pékin avait déjà bloqué certains investissements jugés irrationnels, notamment des acquisitions prestigieuses comme celle du Waldorf Astoria à New York. Mais ces interventions visaient surtout à réduire les risques financiers internes. Le nouveau cadre, lui, est beaucoup plus coordonné et centré sur la sécurité nationale.

Pour les experts, « la multiplication des restrictions de part et d'autre du globe signale la fin d'une ère ». Le gouvernement chinois justifie ses décisions par des changements profonds jamais vus depuis un siècle. La restructuration des règles commerciales internationales a été provoquée par la compétition entre grandes puissances et les progrès technologiques, analyse Zhou Yong, avocat au cabinet Junhe. « La Chine veut avoir ses propres outils », ajoute-t-il, soulignant la volonté de la Chine de ne plus dépendre des cadres juridiques occidentaux.

La forteresse économique que construit la Chine témoigne d'une re-composition majeure des règles du commerce mondial. Alors que les tensions s'exacerbent, Pékin choisit de verrouiller ses frontières économiques, quitte à limiter les ambitions de ses propres entreprises. Une stratégie qui pourrait redessiner durablement l'équilibre des échanges internationaux et marquer la fin du cycle de mondialisation tel qu'on l'a connu.

R. T.

ENVOLEE DES PRIX DU CARBURANT

LES EUROPÉENS CONTRAINTS DE RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION

La flambée des prix du pétrole, alimentée par la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, pousse les automobilistes à revoir leurs habitudes. Les automobilistes européens voient leur budget carburant s'alourdir. D'après les données d'Eurostat, relayées par le Financial Times, les prix de l'essence et du diesel ont fortement augmenté en avril dans la zone euro. Cette hausse est directement liée au conflit en Iran et au blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20 % des approvisionnements mondiaux en pétrole. Avant les frappes américaines et celles de l'entité sioniste contre l'Iran fin février, ce passage stratégique assurait une part essentielle de l'approvisionnement mondial. Sa paralysie a

immédiatement provoqué une tension sur les marchés internationaux. Des hausses spectaculaires dans l'Union européenne : douze pays de l'UE ont enregistré une augmentation du prix du diesel de plus d'un tiers par rapport à l'année précédente, soit une moyenne de 33,7 %. L'essence a également suivi cette tendance, avec une hausse moyenne de 13,6 % dans l'ensemble de l'Union. Ces chiffres traduisent une réalité brutale pour les consommateurs : le coût de la mobilité explose et les ménages doivent revoir leurs habitudes.

Moins de voitures, plus d'alternatives

Face à cette flambée, les Européens réduisent leur consommation.

Les ventes de carburant ont reculé de 3,5 % en volume au mois d'avril par rapport à l'année précédente, marquant la plus forte baisse depuis octobre 2023.

Les automobilistes utilisent moins leur voiture et se tournent davantage vers les transports publics ou le vélo. Les réductions de taxes mises en place par certains États n'ont pas suffi à enrayer cette tendance.

Des baisses marquées dans plusieurs pays

La diminution est particulièrement visible en Allemagne, en Norvège et en Autriche, où les ventes de carburant enregistrent des reculs à deux chiffres. Au Royaume-Uni, la baisse atteint également 10 %.

En Suisse, l'organisation Avenery, qui centralise les données sur la consommation de carburants, n'a pas encore publié de chiffres. Ils seront disponibles avec un décalage de quelques mois.

La crise actuelle montre la vulnérabilité des économies européennes face aux tensions géopolitiques. La hausse des prix du pétrole, combinée à la dépendance aux importations, contraint les ménages à adapter leurs comportements.

Reste à savoir si cette baisse de consommation s'inscrit dans la durée ou si elle ne constitue qu'une réaction ponctuelle à une flambée exceptionnelle des prix.

R. T.

NATIONS UNIES/DROITS HUMAINS

GUTERRES TIRE LA SONNETTE D'ALARME SUR LE SORT DES PERSONNES HANDICAPÉES

Le secrétaire général des Nations Unies a tiré hier à New York la sonnette d'alarme : les avancées obtenues pour les personnes handicapées au cours des vingt dernières années, grâce à la Convention qui leur est dédiée, risquent de s'essouffler dangereusement.

Par Karim-Akli Daoudi

C'est en inaugurant la 19e session de la Conférence des États parties à cette Convention, qui se tient au siège de l'ONU jusqu'à jeudi, qu'Antonio Guterres a rendu hommage aux progrès accomplis depuis l'adoption, en 2006, de ce texte fondateur. Il a rappelé que ce traité, aujourd'hui ratifié par 192 États et une organisation régionale, a profondément transformé la façon d'aborder le handicap, en substituant une logique de droits à une logique d'assistance.

Les résultats sont tangibles : plus de neuf pays sur dix sont dotés de législations protégeant les droits des personnes handicapées, près de quatre sur cinq prohibent les discriminations à l'embauche, et les trois quarts ont introduit des dispositifs favorisant leur inclusion scolaire et universitaire. Ces dispositions ont permis à des millions de personnes d'élargir leur accès à l'éducation, au travail et à l'autonomie.

Pour autant, M. Guterres a jugé ces



résultats insuffisants au regard des obstacles qui subsistent. Les personnes handicapées continuent d'accuser un retard sur presque tous les indicateurs

liés aux Objectifs de développement durable. Pire, les crises actuelles — conflits armés, dérèglements climatiques, inflation — les frappent de façon

disproportionnée, les plaçant souvent en première ligne des pertes d'emploi et des ruptures d'accès aux services essentiels. Trois grandes priorités structurent les travaux de cette conférence : mettre fin aux violences, consolider les systèmes de soins et de soutien, et garantir une participation pleine à la vie civique. Sur le front des violences, le responsable onusien a cité des statistiques alarmantes établissant qu'un enfant handicapé sur trois est victime de négligences ou de sévices. Il a exhorté les gouvernements à renforcer les dispositifs de signalement et à garantir un accès réel à la justice pour les victimes.

En matière de soins, il a plaidé pour un effort accru d'investissement : services de réadaptation, technologies d'assistance, logements accessibles, transports adaptés. Il a conclu sur une note d'espoir : le monde tout entier bénéficie chaque individu peut mettre ses compétences au service du bien commun et réaliser ses aspirations.

KAD

UNE ENQUÊTE DE L'ONU L'A RÉVÉLÉ

LES FORCES SIONISTES IMPLIQUÉES DANS LES ATTAQUES DE COLONS CONTRE LES PALESTINIENS

Une enquête de l'ONU a conclu mardi que les forces de l'occupation sioniste étaient directement impliquées dans les attaques de colons qui ont tué, blessé et déplacé des Palestiniens en Cisjordanie occupée.

Le rapport de la Commission d'enquête sur le territoire palestinien occupé a conclu que les autorités sionistes ont facilité les attaques des colons par un soutien financier et militaire, dans un climat d'impunité favorisé par les organes judiciaires et les forces de l'ordre.

Il a indiqué que les attaques contre

les villages et les terres agricoles palestiniennes ont connu une forte augmentation depuis 2023, de 130 %, et comprend des incidents impliquant des groupes d'assailants masqués. Les forces de sécurité sionistes accompagnent régulièrement les colons et servent de bouclier aux auteurs de ces violences, précise le document onusien.

"La participation croissante des forces de sécurité (sionistes) aux attaques de colons équivaut à un effondrement de facto de la distinction entre colons et soldats", conclut le rapport. En

2025, au moins sept Palestiniens sont tombés en martyrs et 832 ont été blessés, et les violences devraient se poursuivre en 2026 sous la forme d'attaques quasi quotidiennes, selon les Nations Unies.

La Commission palestinienne de résistance au mur et à la colonisation a, de son côté, estimé que les attaques de colons ont fait 14 martyrs au cours de la même année et 1090 personnes éjectées de leurs maisons. La Commission de l'ONU a recensé des cas d'agressions, d'enlèvements et de mauvais trai-

tements infligés à des enfants palestiniens par des colons. "Les attaques quotidiennes et incessantes des colons contre les Palestiniens sont intolérables et doivent cesser", a déclaré le président de la commission, S. Muralidhar, un ancien magistrat indien. Il a exhorté la communauté internationale à faire pression sur l'entité sioniste pour qu'elle démantèle les colonies et les avant-postes, et mette fin aux violences.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

LE BILAN S'ALOURDIT À 72.988 MARTYRS ET 173.205 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza a fait 72.988 martyrs et 173.205 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mardi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de huit martyrs ainsi que 34 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Gaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les débris. n Depuis l'entrée en vigueur du

cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 978 Palestiniens sont tombés en martyrs et 3.097 autres ont été blessés, tandis que les corps de 782 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

RI

EN "VISITE DE SOLIDARITÉ" LE CHEF DE L'ONU EN HAÏTI LA SEMAINE PROCHAINE

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, se rendra la semaine prochaine en Haïti pour une "visite de solidarité" avec la population victime de la violence des bandes criminelles, a annoncé lundi un de ses porte-parole.

Lors de cette visite prévue le 16 juin, M. Guterres "rencontrera des hommes, des femmes et des enfants dont les vies sont touchées par la violence" et "verra personnellement les défis humanitaires et sécuritaires auxquels le pays est confronté", a déclaré Farhan Haq.

Le secrétaire général de l'ONU, qui s'était rendu pour la dernière fois en Haïti en juillet 2023, devrait également rencontrer le Premier ministre Alix Di-

dier Fils-Aimé.

Haïti subit depuis de nombreuses années la violence des bandes criminelles, qui commettent meurtres, pillages et enlèvements.

Près de 1,5 million de personnes ont été forcées, ces dernières semaines, de fuir les violences des gangs pour trouver refuge ailleurs dans le pays, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La plupart se sont réfugiées dans des campements spontanés surpeuplés ou ont cherché refuge auprès de communautés d'accueil déjà vulnérables.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

LE BILAN S'ÉLÈVE À 3.666 MARTYRS ET 11.321 BLESSÉS

Le bilan des victimes de l'agression sioniste contre le Liban, depuis le 2 mars dernier, s'est alourdi à 3.666 martyrs et 11.321 blessés, a annoncé mardi le ministère libanais de la Santé.

Cette annonce intervient dans un

contexte de poursuite des agressions de l'entité sioniste sur le sud du Liban, la région de la Békaa et la banlieue sud de Beyrouth, aggravant les pertes humaines et les dégâts matériels dans le pays.

L'entité sioniste continue de mener des

frappes massives sur le Liban en violation du cessez-le-feu entré en vigueur le 17 avril et récemment prolongé de plusieurs semaines.

RI

CENTRAFRIQUE

PLUS DE 2 MILLIONS DE PERSONNES CONFRONTÉES À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

Plus de deux millions de personnes, soit près d'un tiers de la population de la République centrafricaine, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une assistance urgente, ont indiqué, mardi, les Nations unies.

Selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 2,01 millions de personnes sont actuellement classées en phase de crise ou pire (Phase 3 ou plus).

Parmi elles, environ 262.000 personnes se trouvent en situation d'urgence (Phase 4) tandis que 1,75 million sont en phase de crise (Phase 3).

Le rapport souligne que les personnes déplacées internes, les réfugiés, les communautés hôtes ainsi que les ménages pauvres dépendant principalement des marchés pour leur approvisionnement alimentaire figurent parmi les catégories les plus touchées.

L'analyse révèle également que 18 sous-préfectures enregistrent des taux par-

ticulièrement élevés d'insécurité alimentaire aiguë, avec au moins la moitié de leur population confrontée à une situation de crise ou pire.

Les sous-préfectures de Mingala, Zangba et Ouandja figurent parmi les zones les plus affectées, où plus de 55 % des habitants sont concernés.

L'ONU, à travers ses agences, attribue cette situation à plusieurs facteurs, notamment la hausse persistante des prix des denrées alimentaires, la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, l'accès limité aux marchés et l'insuffisance des stocks alimentaires.

Ces difficultés sont aggravées par l'insécurité persistante, les déplacements de populations et les fragilités structurelles de l'économie nationale.

Les chocs climatiques, tels que les inondations, outre les maladies, continuent également de compromettre la production agricole et la disponibilité alimentaire.

Toutefois, l'IPC relève une amélioration

modérée par rapport aux projections publiées en octobre 2025, lorsque 2,2 millions de personnes, soit 35 % de la population, étaient classées en phase 3 ou plus. Cette évolution représente une baisse d'environ 288.000 personnes exposées à une insécurité alimentaire aiguë.

Selon les Nations unies, cette amélioration s'explique notamment par de meilleures perspectives de production agricole, des opportunités accrues de travail et de subsistance, ainsi qu'un niveau d'assistance humanitaire supérieur aux prévisions initiales pour la période d'avril à août 2026.

Malgré cette tendance positive, les agences de l'ONU mettent en garde contre la persistance de nombreux facteurs de risque susceptibles d'aggraver la situation. Elles citent notamment la poursuite des conflits armés, les déplacements continus de population, la cherté des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que la dégradation des infrastructures routières.

RI

DRAMES MIGRATOIRES

PLUS DE 1.000 MIGRANTS CLANDESTINS SECOURUS EN DIX JOURS AU LARGE DES CÔTES MAURITANIENNES

Plus de 1.000 migrants clandestins ont été secourus au large des côtes mauritaniennes au cours des dix derniers jours, ont indiqué mardi les garde-côtes du pays, faisant état d'une reprise des départs sur la route migratoire de l'Atlantique.

Selon les autorités maritimes, les opérations de sauvetage ont concerné plusieurs embarcations transportant des migrants qui tentaient de rejoindre l'Europe par voie maritime dans des conditions précaires.

La route atlantique reliant les côtes de l'Afrique de l'Ouest à l'archipel espagnol des Canaries

demeure l'une des voies migratoires les plus dangereuses au monde. Malgré les risques liés à la traversée, des milliers de personnes continuent chaque année de prendre la mer dans l'espoir d'atteindre le continent européen.

Le 2 mai dernier, Nouakchott avait annoncé le démantèlement de 88 réseaux internationaux de passeurs impliqués dans le trafic de migrants africains vers l'Europe depuis le territoire mauritanien.

RI

INGÉNIOSITÉ CHINOISE

LES FONDS MARINS POUR ALIMENTER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La Chine inaugure le premier centre de données sous-marin alimenté par un parc éolien offshore. Une innovation qui conjugue performance numérique et transition énergétique, en misant sur l'environnement marin pour réduire les besoins de refroidissement et sur l'électricité verte pour répondre à l'explosion des besoins de calcul liés à l'intelligence artificielle.

Par Yakout Abina

La Chine vient de mettre en service un centre de données sous-marin, présenté comme le premier au monde à fonctionner grâce à un parc éolien offshore. Cette innovation vise à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à l'eau douce, tout en répondant à l'explosion des besoins de calcul générés par l'essor de l'intelligence artificielle.

Située à proximité de la zone spéciale de Lingang, cette nouvelle infrastructure de 24 mégawatts a nécessité un investissement de 1,6 milliard de yuans, soit environ 226 millions de dollars. Ancré à dix mètres de profondeur, le site abrite près de 2 000 serveurs dédiés à répondre aux usages les plus gourmands en calcul, notamment au développement des grands modèles de langage chinois.

Le lancement de ce projet sous-



marin intervient dans un contexte de pressions accrues autour des besoins énergétiques croissants de l'IA. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation électrique mondiale des data centers pourrait plus que doubler d'ici à 2030, atteignant près de 945 térawattheures. L'intelligence artificielle est identifiée comme le principal moteur de cette hausse, en raison de l'explosion des besoins en calcul liés au développement de modèles de plus en plus complexes.

Pour relever ce défi énergétique,

la Chine entend apporter une solution en rapprochant les data centers des sources d'énergie renouvelable et en exploitant l'environnement marin pour réduire les besoins de refroidissement. Contrairement aux infrastructures terrestres, les modules immergés utilisent l'eau de mer comme dissipateur thermique naturel. Ce procédé permet de limiter drastiquement le recours à des systèmes de réfrigération énergivores, offrant une alternative plus durable et plus efficace.

Le fonctionnement du centre de

données sous-marin repose sur une synergie entre l'océan et l'éolien. Les modules immergés sont installés à proximité des turbines du parc offshore de Lingang, ce qui leur permet de capter directement une large partie des volumes d'énergie renouvelable produits localement. Selon les responsables, le projet utilise plus de 95 % d'électricité verte, avec un gain de sobriété estimé à 22,8 % par rapport à des infrastructures terrestres équivalentes.

La performance énergétique du site de Lingang s'évalue à travers l'indicateur PUE (Power Usage Effectiveness), l'indice de référence mondial pour mesurer l'efficacité énergétique des infrastructures numériques. Plus ce ratio se rapproche de 1, plus l'énergie est directement consacrée aux opérations de calcul. Les concepteurs affirment que le site atteint un PUE de 1,15, un niveau considéré comme particulièrement satisfaisant.

Désormais, une partie du futur de l'intelligence artificielle pourrait se jouer en mer, à proximité des littoraux. C'est le pari de la Chine, qui mise sur des infrastructures sous-marines pour répondre à l'explosion des besoins en calcul. Alors que cette technologie réclame une puissance de calcul toujours plus importante, l'alimentation des centres de données devra s'appuyer sur des procédés plus sobres et moins polluants. Associées aux énergies renouvelables, ces installations apparaissent comme une piste crédible pour concilier performance numérique et transition énergétique.

Y.A

FACE AU DÉFI ÉCOLOGIQUE DES CENTRES DE DONNÉES
LES INFRASTRUCTURES DE L'IA REVUES ET CORRIGÉES

Par Saïd Slimani

L'essor fulgurant de l'intelligence artificielle entraîne une multiplication des centres de données géants à travers le monde. Ces infrastructures, indispensables au traitement des volumes massifs de données nécessaires aux nouveaux modèles d'IA, posent toutefois une question essentielle : comment soutenir cette révolution technologique sans accentuer la pression sur les ressources naturelles déjà limitées ?

Chacun a déjà constaté qu'un ordinateur ou un téléphone portable pouvait chauffer après une utilisation intensive. À une échelle bien plus importante, les centres de données modernes regroupent parfois des dizaines de milliers de processeurs fonctionnant simultanément. La chaleur générée est considérable et nécessite des dispositifs de refroidissement performants pour garantir le bon fonctionnement des équipements et éviter leur détérioration.

Cette problématique est particulièrement visible dans les projets de centres de données dits « hyperscale », conçus pour répondre aux besoins croissants de l'intelligence artificielle. À Abu Dhabi, le projet Stargate UAE prévoit ainsi une capacité de calcul colossale répartie sur une immense superficie. Des initiatives similaires émergent également aux États-Unis, avec les projets de Meta, ou encore en France avec la création de nouveaux campus dédiés à l'IA.

Si leur consommation électrique est déjà au cœur des débats, un autre enjeu attire de plus en plus l'attention : leur consommation d'eau. Historiquement, le refroidissement reposait essentiellement sur la circulation d'air grâce à des systèmes de ventilation et de climatisation. Ces dispositifs nécessitent d'importantes quantités d'énergie pour fonctionner efficacement.

Une autre approche consiste à utiliser l'eau comme vecteur de refroidissement. Cette solution est plus performante pour transférer la chaleur produite par les composants électroniques. Elle permet soit de refroidir directement les équipements grâce à des plaques spécialisées, soit d'abaisser la température de l'air circulant dans les installations. En contrepartie, elle exige un accès continu à des réserves d'eau douce, l'eau salée étant susceptible d'endommager les

infrastructures.

Les exploitants doivent ainsi arbitrer entre deux contraintes : privilégier des systèmes fortement consommateurs d'électricité ou adopter des technologies nécessitant des prélèvements importants en eau. À l'échelle mondiale, la consommation annuelle des centres de données est estimée à plusieurs centaines de milliards de litres. Les grands groupes technologiques reconnaissent eux-mêmes une hausse continue de leurs besoins, parfois dans des régions déjà confrontées à des situations de stress hydrique.

L'impact réel de ces infrastructures dépasse toutefois le seul refroidissement. L'eau intervient également dans la production de l'électricité qui les alimente ainsi que dans la fabrication des composants électroniques. Selon plusieurs études, certains centres spécialement conçus pour l'intelligence artificielle peuvent mobiliser jusqu'à plusieurs dizaines de millions de litres d'eau par jour, soit l'équivalent des besoins quotidiens d'une ville moyenne.

Face à cette situation, de nouvelles solutions technologiques apparaissent. Plusieurs entreprises développent des systèmes de refroidissement liquide directement intégrés au plus près des puces de calcul. Ces innovations promettent une réduction significative de la consommation d'eau tout en améliorant l'efficacité énergétique. Leur généralisation reste cependant freinée par des coûts d'installation élevés et par la difficulté d'adapter les infrastructures existantes.

Une autre piste consiste à remplacer les circuits ouverts, responsables d'importantes pertes par évaporation, par des circuits fermés permettant de réutiliser l'eau en continu. Cette approche limite le gaspillage mais implique souvent des investissements supplémentaires et une augmentation de certains besoins énergétiques. Son déploiement demeure donc complexe dans de nombreux centres construits selon des modèles plus anciens.

Certaines propositions plus spectaculaires ont également été avancées, comme l'immersion de centres de données sous les océans ou leur installation dans l'espace. Si ces concepts suscitent l'intérêt, leur pertinence reste discutée. Les défis techniques liés à la maintenance, ainsi que les coûts environnementaux associés à leur mise en œuvre, soulèvent encore de nombreuses

interrogations quant à leur réelle efficacité écologique.

Au-delà des aspects technologiques, le débat concerne surtout le rythme de développement de ces infrastructures. Une part importante des nouveaux projets est implantée dans des territoires où les ressources en eau sont déjà sous tension, ce qui peut accentuer les conflits entre usages industriels, agricoles et domestiques. La plupart des pays disposent pourtant de mécanismes juridiques destinés à encadrer la construction de ces équipements. Les procédures d'évaluation environnementale et les réglementations relatives à l'aménagement du territoire visent précisément à mesurer leurs conséquences avant leur autorisation. Toutefois, la compétition mondiale autour de l'intelligence artificielle pousse certains États à alléger certaines contraintes afin d'attirer les investissements.

Cette tendance soulève des inquiétudes. L'objectif de simplification administrative ne devrait pas conduire à affaiblir les dispositifs de protection des ressources naturelles. Dans un contexte marqué par le changement climatique et la raréfaction de l'eau dans plusieurs régions du monde, la préservation de ces équilibres apparaît essentielle.

Enfin, une interrogation plus fondamentale demeure : les besoins futurs justifieront-ils réellement la construction de ces gigantesques infrastructures ? L'histoire de l'informatique montre que les technologies deviennent généralement plus compactes et plus performantes avec le temps. Alors qu'il fallait autrefois un bâtiment entier pour héberger un ordinateur, la puissance de calcul tient désormais dans un smartphone. Si les futures générations d'intelligence artificielle suivent la même trajectoire, il sera légitime de s'interroger sur la nécessité de mobiliser autant de ressources pour développer des centres de données toujours plus vastes.

L'enjeu consiste donc à concilier innovation numérique et sobriété environnementale. La réussite de cette transition dépendra autant des avancées technologiques que de la capacité des décideurs à maintenir des règles garantissant une gestion durable de ressources dont le caractère limité ne peut être ignoré.

S.S

ENGAGEMENT AVANT-GARDISTE DE L'ALGÉRIE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE

BAN KI-MOON REND HOMMAGE À NOTRE PAYS

Fervent défenseur des politiques environnementales algériennes, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies et actuel président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), M. Ban Ki-moon, a rendu hommage, mardi depuis la capitale algérienne, à l'engagement avant-gardiste du pays en faveur du développement durable à l'échelle planétaire, porté par une diplomatie avisée et un rôle moteur dans la coopération entre pays du Sud.

Par Halim Dardar

Prenant la parole lors d'une conférence organisée au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, devant un parterre de hauts responsables, autour de la thématique "Renforcer les partenariats en faveur de la croissance verte : répondre à la crise de la durabilité et approfondir la coopération internationale face au changement climatique", M. Ban Ki-moon a souligné que l'Algérie dispose de tous les atouts pour s'imposer comme un acteur incontournable du développement durable, fort de son influence diplomatique reconnue, de son positionnement de carrefour entre l'Afrique, le monde arabe et la Méditerranée, ainsi que de son expérience pionnière dans la coopération Sud-Sud.

Sa localisation géographique stratégique lui confère, selon l'ancien chef de l'ONU, une capacité unique à fédérer les initiatives et à stimuler le dialogue collectif autour des défis climatiques et du développement durable — des enjeux qui transcendent désormais la seule sphère écologique pour se hisser au rang de préoccupations économiques, sécuritaires et so-



ciales aux répercussions universelles.

M. Ban Ki-moon a également tenu à saluer les orientations de l'Etat algérien en matière de préservation de l'environnement, de réalisation des objectifs de développement durable et de transition vers une économie verte, tout en saluant la mobilisation constante du pays aux côtés des grandes instances internationales, notamment les Nations Unies, pour relever des défis majeurs tels que le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité.

À l'occasion de l'inauguration, ce même jour, d'un bureau du GGGI à Alger, il a précisé que cette représentation locale sera un levier de coordination des efforts et de convergence des positions autour des grands enjeux contemporains du développe-

ment.

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magramane, a pour sa part réaffirmé la détermination de l'Algérie à poursuivre ses efforts en faveur du développement durable, relevant que les questions climatiques et la croissance verte occupent désormais une place centrale dans l'agenda diplomatique international. Il a précisé que l'approche algérienne en la matière s'inscrit dans une vision globale et cohérente, alliant respect des exigences environnementales et préservation de la souveraineté nationale.

Evoquant les chantiers nationaux dans les domaines du solaire et de l'hydrogène vert, M. Magramane a insisté sur le rôle fondamental des partenariats pour concrétiser les

ambitions du pays.

En marge de cette visite en Algérie, M. Ban Ki-moon avait été reçu lundi par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui lui a remis la médaille "Athir" de l'Ordre du mérite national, en témoignage de reconnaissance pour son action à la tête des Nations Unies, notamment dans les domaines de la sécurité internationale et de la lutte contre la pauvreté et la précarité.

Rappelons que l'Algérie a rejoint le GGGI en 2025. Dont le siège est établi à Séoul, cet organisme international œuvre au renforcement des capacités techniques de ses Etats membres dans les domaines liés à la croissance verte et à la durabilité.

H.D

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

PRÈS DE 800 AGENTS ET CADRES MOBILISÉS À MASCARA

Près de 800 agents et cadres ont été mobilisés dans la wilaya de Mascara pour intervenir dans le cadre du plan de lutte contre les incendies de forêt, mis en œuvre depuis le mois de mai dernier, a-t-on appris mardi auprès de la Conservation des forêts.

La même source a précisé à l'APS que ce dispositif, déployé du 1er mai au 31 octobre prochain, prévoit la mobilisation de plus de 660 agents de la Protection civile ainsi que de plus de 130 agents et travailleurs saisonniers relevant de la Conservation des forêts.

Dans ce cadre, 15 brigades mobiles dotées d'équipements d'intervention rapide ont été mobilisées pour lutter contre les feux de forêt, en plus de 17 tours de surveillance implantées dans les zones forestières.

D'importants moyens matériels ont également été engagés, notamment 40 camions-citernes de lutte contre les incendies, 16 véhicules tout-terrain équipés de citernes pour intervenir dans les zones difficiles d'accès, ainsi que plus de 40 tracteurs munis de citernes.

Selon la même source, ces moyens ont été fournis par la Conservation des forêts, la direction de la Protection civile et les services des communes.

S'agissant du volet préventif, la Conservation des forêts, en coordination avec plusieurs organismes publics, dont les directions des services agricoles, de l'hydraulique, des travaux publics et des infrastructures de base, ainsi que l'entreprise Sonelgaz, a mené plusieurs opérations ciblées.

Ces actions ont notamment porté sur l'aménagement de pare-feu sur une superficie de 418 hectares afin d'empêcher la propagation des flammes vers les terres agricoles, le nettoyage d'environ 100 kilomètres d'accotements le long des routes nationales et de wilaya traversant les zones forestières, l'isolation de lignes électriques sur une distance de 45 kilomètres et la mobilisation de près de 50 points d'eau.

Par ailleurs, la Conservation des forêts a lancé ré-



comment, en coordination avec plusieurs partenaires, notamment la Protection civile et la Radio régionale de Mascara, une campagne de sensibilisation à la prévention des feux de forêt.

Cette campagne comprend des sorties quotidiennes destinées à sensibiliser les habitants vivant à proximité des zones forestières à la préservation de ces espaces naturels, avec l'implication des associations locales dans cette démarche de prévention.

Il est à noter que la Conservation des forêts n'a enregistré, lors de la précédente campagne de lutte contre les incendies de forêt, aucun sinistre notable dans les espaces forestiers de la wilaya.

R.ENV

PHILIPPINES

LE BILAN DU SÉISME GRIMPE À 41 MORTS

Au moins 41 personnes sont mortes et plus de 450 autres blessées dans le puissant séisme qui a frappé le sud des Philippines, selon un nouveau bilan communiqué par des sources provinciales.

Un précédent bilan faisait état de 32 morts dans la secousse de magnitude 7,8 qui a eu lieu en mer lundi matin, en pleine rentrée scolaire, près de l'île de Mindanao, selon les agences de gestion des catastrophes.

Dans la province de Sarangani, particulièrement touchée, certaines zones ne restent accessibles qu'en hélicoptère et les répliques sont nombreuses depuis le premier tremblement de terre, ralentissent le travail des secours.

"Il y a encore des répliques, les secouristes sont donc très prudents dans leur approche. C'est un défi", a déclaré lors d'un point presse le chef de la défense civile régionale, Rodrigo Sosmena.

Plusieurs fortes répliques ont fait trembler la zone après la secousse initiale. Des centaines de séismes de moindre ampleur ont suivi. Selon les sources provinciales.

R.ENV

FOOTBALL ET FAVELAS

DANS LES RUES DE PENHA, LE BALLON COMME BOUÉE DE SAUVETAGE

En 2014, une initiative sociale a été créée à l'occasion de la Coupe du monde organisée au Brésil, dans la favela de Penha, offrant aux jeunes une opportunité de sortir de la pauvreté et des milieux de la drogue.

Par Malika Azeb

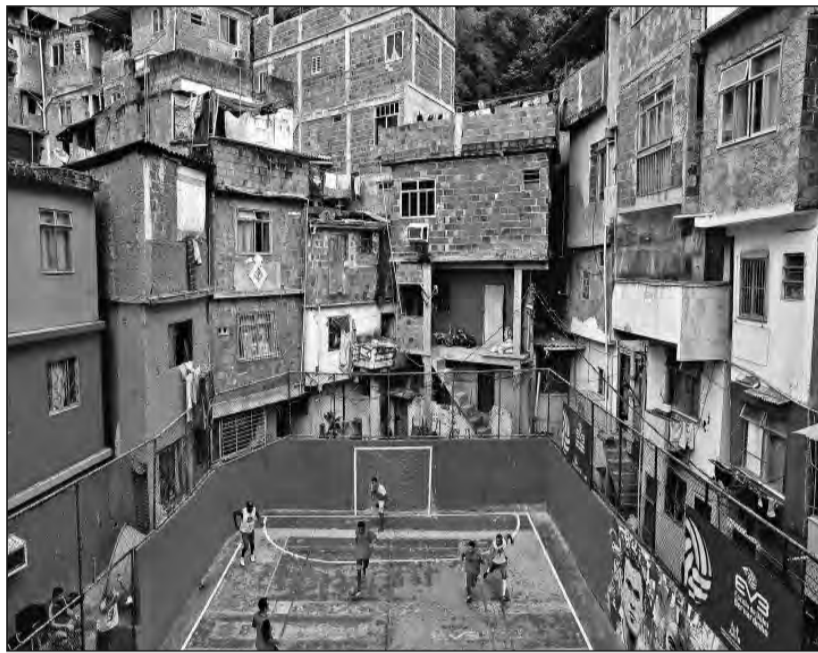
Dans un pays où le football n'est pas seulement un sport mais une véritable religion et un outil d'intégration sociale, notamment pour les jeunes issus de milieux défavorisés, la favela de Penha accueille près de cent filles et garçons âgés de plus de six ans qui suivent un programme d'entraînement encadré.

Le mois dernier, dix jeunes ayant suivi ce dispositif ont représenté le Brésil au Mexique lors de la Coupe du monde des enfants des rues, un tournoi réunissant des équipes venues de trente pays, composées de joueurs issus de milieux défavorisés. La compétition a été remportée par l'équipe brésilienne, qui n'a concédé aucune défaite.

Le footballeur João Victor Gonçalves, âgé de 18 ans, a exprimé sa joie en déclarant que « cette expérience relève de l'irréel. Partir au Mexique pour représenter le Brésil, c'est quelque chose que je n'aurais jamais pu imaginer... représenter mon pays en faisant ce que j'aime par-dessus tout : jouer au football. »

Son coéquipier Rafael Gomes, 17 ans, insiste sur la dimension émotionnelle du voyage : « C'était un rêve devenu réalité. Quitter le pays en avion, découvrir de nouvelles cultures, c'était génial. »

Ces nouveaux parcours prennent racine dans un projet fondé en 2014, qui accueille aujourd'hui des



enfants, filles et garçons, dès l'âge de six ans, avec quatre entraînements hebdomadaires. Dans un contexte local marqué par les tensions armées et les opérations policières, ces séances constituent un refuge fragile mais structurant.

Drica Santos, coordinatrice du programme, considère que cette action a une portée sociale importante dans la vie des jeunes des favelas. Elle souligne que ce dispositif touchera d'autres milieux défavorisés : « Nous allons continuer à intervenir dans les favelas, malgré ces situations d'insécurité, car si le projet n'existait pas, beaucoup de ces jeunes seraient perdus », a-t-elle affirmé.

Elle ajoute qu'« on ne prétend pas sauver tout le monde, mais chaque enfant que l'on parvient à aider, c'est déjà une victoire pour nous ».

La réalité des favelas rattrape pourtant parfois le terrain de jeu. Rafael Gomes raconte : « Nous étions en train de nous entraîner quand soudain des coups de feu ont éclaté. Nous avons dû courir et nous mettre à l'abri. »

Dans ce territoire partiellement contrôlé par le groupe criminel Red Command, le football agit comme une parenthèse. Pour João Felipe de Aquino, 16 ans : « Dans le football, le corps se fatigue mais l'esprit se repose. Ça permet de se vider la tête. Quand on joue, on oublie tous les soucis du présent et du passé. »

De retour du Mexique, les jeunes champions ne cachent pas leurs ambitions symboliques et espèrent voir la Seleção poursuivre leur exemple sur la scène mondiale. « Nous avons fait notre part, maintenant c'est au tour de l'équipe nationale brésilienne », a affirmé João Victor Gonçalves.

Dans les rues de Penha, le football n'efface pas la violence. Mais il trace, entre deux réalités, une ligne fragile où l'espoir reste possible.

De nombreux jeunes issus des favelas ont accédé à la notoriété mondiale grâce au football. Pelé, surnommé le roi du football, a remporté trois Coupes du monde en ayant grandi dans une grande précarité.

Romario, issu de la favela de Jacarezinho à Rio de Janeiro, fut l'un des meilleurs attaquants de l'histoire. Ronaldo, véritable phénomène du football mondial, est devenu une source d'inspiration pour d'innombrables jeunes. La favela de Porto Alegre a, elle aussi, enfanté un magicien du ballon rond qui a fait rêver le monde entier : Ronaldinho. Viniçius Junior, actuel meilleur joueur du Real Madrid, est également issu des quartiers les plus pauvres du Brésil.

Toutefois, la célébrité n'est pas toujours au rendez-vous. Garrincha, considéré comme le meilleur dribbleur de l'histoire du football, a terminé sa vie dans un dénuement total, emporté par l'alcoolisme à seulement 49 ans, des suites d'une cirrhose du foie. Surnommé l'Empereur, l'attaquant Adriano a vu sa carrière brisée par une dépression consécutive à la mort de son père, qui l'a entraîné vers l'alcoolisme, avant qu'il ne retourne vivre dans la favela de son enfance. Ronaldinho lui-même a connu des déboires financiers et des démêlés judiciaires liés à l'utilisation de faux passeports. Socrates, capitaine de la Seleção dans les années 1980, médecin de formation et brillant footballeur issu d'un milieu aisé, a mené toute sa vie un combat contre l'alcoolisme qui l'a finalement rattrapé : il est mort à 58 ans des suites d'une hémorragie digestive.

M.A

SOLIDARITÉ À EL BAYADH

UNE CARAVANE MÉDICALE AU PROFIT DE LA COMMUNE DE TOUSMOULINE

Une caravane médicale spécialisée a été organisée dans la wilaya d'El Bayadh au profit des habitants de la commune de Tousmoulina, dans le cadre du jumelage médical interne entre l'établissement public hospitalier (EPH) de Bougtob et l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de la commune d'El Kheiter, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs de l'opération.

Selon le directeur de l'EPH de Bougtob, Houbad Moulay, cette initiative s'inscrit dans le cadre du jumelage conclu entre les deux structures sanitaires. Elle a permis le déploiement, lundi, d'une caravane médicale pluridisciplinaire en direction de la commune de Tousmoulina, au profit de sa population.

Cette opération a mobilisé plusieurs spécialistes, notamment la chirurgie générale, la pédiatrie, les maladies infectieuses ainsi que l'endocrinologie et le diabète. Elle a donné lieu à la réalisation de nombreux examens médicaux au bénéfice des habitants de la région.

Ces actions de proximité, organisées de manière régulière à travers différentes communes de la wilaya, notamment celles de la



daïra de Bougtob et les zones reculées, s'inscrivent dans une démarche visant à rapprocher les services de santé des citoyens, améliorer la prise en charge médicale et réduire les contraintes liées aux déplacements, a-t-on souligné de même source.

R.S

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

CONVENTION POUR LA RÉINSERTION SOCIALE

Une convention de coopération visant le renforcement de la prise en charge des personnes remises de la toxicomanie, au centre intermédiaire des soins en addictologie, a été signée, mardi, entre les directions de la Santé et de la Population (DSP) et de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la DSP.

Cette convention constitue une importante étape dans la prise en charge intégrée des personnes rétablies de la toxicomanie, à travers la consolidation de la cure médicale et psychologique, la réinsertion professionnelle et la formation leur permettant d'acquérir des qualifications, facteur d'insertion socioprofessionnelle, a expliqué le DSP, Ahmed Sengari.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une approche intégrée de prise en charge médicale et psychologique de cette catégorie sociale, dans le but de développer les mécanismes d'accompagnement et le soutien des opportunités de leur réinsertion socioprofessionnelle, selon une vision participative entre les deux secteurs, a-t-il ajouté.

L'objectif est aussi d'ouvrir de nouveaux horizons aux anciens toxicomanes, par des programmes de qualification adaptés à leurs capacités et besoins, dans un souci de renforcer leur réinsertion professionnelle et l'amélioration de leurs conditions sociales.

R.S

COUPE DU MONDE 2026

OMAR ABDULKADIR ARTAN, MEILLEUR ARBITRE AFRICAIN, BLOQUÉ AUX PORTES DU MONDIAL

Premier arbitre somalien sélectionné pour une Coupe du monde de football et considéré comme l'un des meilleurs arbitres africains de ces dernières années, Omar Abdulkadir Artan ne participera finalement pas au Mondial 2026 après s'être vu refuser l'entrée sur le territoire américain. Ce choix brise net une belle carrière, alors qu'il était devenu l'un des meilleurs arbitres de tout le continent.

Par Hamida Indja

Omar Abdulkadir Artan est aujourd'hui l'un des noms les plus reconnus de l'arbitrage africain. Né en 1992 à Mogadiscio, cet arbitre d'origine somalienne a réussi, au fil des années, à intégrer le cercle des meilleurs du continent, grâce à ses performances régulières dans les compétitions organisées par la Confédération africaine de football. Inscrit sur la liste internationale de la FIFA depuis 2018, il a dirigé de nombreuses rencontres de haut niveau en Afrique et sur la scène mondiale, s'imposant comme une référence respectée par tous.

Son parcours est jalonné d'étapes marquantes. Il est notamment devenu le premier arbitre somalien à officier lors d'une phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, où il a dirigé des rencontres de prestige telles que Tunisie-Namibie et Algérie-Mauritanie. Il a également arbitré les plus grands matchs de la Ligue des champions africaine, dont le choc entre Mamelodi Sundowns et Al Ahly, et surtout la finale entre Pyramids FC et Mamelodi Sundowns. Ces prestations lui ont valu la reconnaissance des plus hautes instances du football



africain. Véritable héros en Somalie et fierté de toute l'Afrique de l'Est, Omar Artan a été sacré meilleur arbitre du continent en 2025, distingué pour son calme remarquable sur le terrain, son autorité naturelle face aux joueurs vedettes et sa parfaite maîtrise du VAR. Aujourd'hui, dirigeants du football, experts et supporters africains lui témoignent une admiration unanime, le considérant comme une figure historique de l'arbitrage, un modèle de rigueur et un

exemple de réussite pour la jeunesse du continent. Omar Artan se préparait à vivre le plus grand moment de sa carrière sportive, lorsqu'une nouvelle inattendue a mis fin à son rêve. Tout s'est joué lors du voyage. Parti d'Istanbul à destination des États-Unis, il s'est vu refuser l'entrée à son arrivée à l'aéroport de Miami par les services des douanes américaines, au motif que sa nationalité somalienne ne lui permettait pas d'accéder au territoire. Contraint de rebrousser

chemin, il a dû renoncer à sa participation au Mondial. Dans une déclaration relayée par l'instance mondiale, l'arbitre somalien a affirmé rester optimiste malgré cette épreuve. Il a remercié la FIFA et la Confédération africaine de football pour leur soutien, et assuré qu'il poursuivait son travail afin de maintenir son niveau d'excellence et de préparer les prochaines étapes de sa carrière. La FIFA a rappelé qu'elle n'intervient pas dans les procédures d'immigration et que la décision finale concernant l'accès au territoire relève de la souveraineté du pays hôte. De leur côté, les autorités américaines ont précisé que tous les voyageurs, y compris les sportifs et les officiels, sont soumis aux mêmes contrôles et que chaque dossier est examiné individuellement, conformément à la législation en vigueur. Cette affaire a suscité de nombreuses réactions dans le monde du football africain. Plusieurs observateurs ont exprimé leurs regrets de voir un arbitre aussi expérimenté manquer un rendez-vous aussi capital. Pour tous, Omar Artan demeure le symbole de la réussite de l'arbitrage africain et un exemple inspirant pour les jeunes générations du continent.

H. I.

SUR LES TRACES DES VERTS

PREMIER ENTRAINEMENT À LAWRENCE

Les joueurs de l'équipe nationale de football ont effectué, lundi après-midi, leur première séance d'entraînement à Lawrence (Kansas, États-Unis), dans le cadre de leur préparation au match amical qui les opposera à la Bolivie, mercredi 10 juin à 19h00 (heure locale), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

La séance, qui a débuté à 18h00 (minuit heure algérienne), s'est déroulée sur l'une des pelouses du complexe sportif de Rock Chalk Park, au sein de l'Université du Kansas. L'ensemble des joueurs a pris part à cette première sortie sur le sol américain.

Principalement consa-

crée au volet technico-tactique, cette séance a permis au staff technique de poursuivre la mise en place de son programme de préparation en prévision de la confrontation face à la sélection bolivienne. Le premier quart d'heure de l'entraînement a été ouvert aux représentants des médias accrédités, qui ont pu suivre les premiers exercices du groupe.

Dans une ambiance studieuse et empreinte de sérénité, les Verts ont affiché beaucoup de détermination et de concentration, témoignant de leur volonté de bien préparer cette échéance et de poursuivre leur dynamique positive.

RS

FOOT/ MONDIAL-2026 (PHASE DE GROUPES)

COMMENT SONT DÉPARTAGÉES LES ÉQUIPES EN CAS D'ÉGALITÉ

Critères pour départager les équipes en cas d'égalité lors de la phase de groupes, à la Coupe du monde 2026 de football prévue aux États-Unis, au Mexique et au Canada du 11 juin au 19 juillet.

- Si plusieurs équipes comptent le même nombre de points à l'issue de la phase de groupe, leur classement au sein de leur poule est déterminé par les critères suivants l'ordre :

Étape 1 :

- Le plus grand nombre de points obtenus lors des matches entre les équipes concernées
- La meilleure différence de buts obtenue lors des matches de groupe entre les équipes concernées
- Le plus grand nombre de buts marqués lors des matches de groupe entre les équipes concernées

S'il est impossible de départager deux équipes après avoir appliqué cette procédure, les critères suivants sont appliqués entre les équipes encore à égalité de points :

Étape 2 :

- La meilleure différence de buts générale après tous les matches de groupe
- Le plus grand nombre de buts marqués à l'issue des matches de groupe
- Le plus grand nombre de points de fair-play

obtenus sur la base de cartons jaunes et rouges reçus (joueurs et officiels d'équipe) lors des matches de groupes. S'il est toujours impossible de départager deux équipes après ces deux étapes, le critère suivant s'applique :

Étape 3 :

-Les équipes toujours à égalité sont classées selon l'édition la plus récemment publiée du Classement mondial masculin FIFA

Comment sont désignés les huit meilleurs troisièmes

Parmi les équipes finissant à la troisième place de leur groupe, les huit meilleures sont déterminées à l'aide des critères suivants :

- Le plus grand nombre de points marqués à l'issue des matches de groupe
- La meilleure différence de buts obtenue à l'issue des matches de groupe
- Le plus grand nombre de buts marqués à l'issue des matches de groupe
- Le plus grand nombre de points de fair-play obtenus sur la base de cartons jaunes et rouges reçus (joueurs et officiels d'équipe) lors des matches de groupes
- Les équipes toujours à égalité sont classées selon l'édition la plus récemment publiée du Classement mondial masculin FIFA.

RS

FOOT /SAISON 2026-2027

L'OBTENTION D'UNE TROISIÈME LICENCE D'ENTRAÎNEUR SERA SOUMISE À UNE PÉNALITÉ (LNFA)

Les clubs algériens de football, qu'ils soient sociétaires de Ligue 1 professionnelle ou des différents paliers inférieurs n'auront droit qu'à deux licences d'entraîneur en chef pour leurs équipes seniors lors de la prochaine saison sportive (2026-2027), alors qu'une troisième licence pourra leur être exceptionnellement délivrée, contre le paiement d'une pénalité, variant d'une division à une autre, a annoncé mardi la Ligue nationale du football amateur (LNFA).

"Pour obtenir une troisième licence d'entraîneur, les clubs de Ligue 1 devront s'acquitter d'une somme de 1.500.000 DA pour le poste d'entraîneur en chef, et de 300.000 DA pour les autres postes, comme celui d'entraîneur adjoint, directeur technique sportif, entraîneur des gardiens ou prépara-

teur physique" a-t-on détaillé de même source.

"Pour les clubs de la Division amateur, la pénalité pour l'obtention d'une troisième licence pour le poste d'entraîneur en chef a été fixée à 300.000 DA, et son tarif sera de 200.000 DA pour les clubs de la Division inter-régions" a ajouté la LNFA dans un communiqué publié sur son site officiel.

Les clubs professionnels sont les seuls à avoir le droit d'engager un technicien étranger, aussi bien comme entraîneur en chef ou dans un autre poste, comme celui d'entraîneur adjoint ou de préparateur physique, à la seule condition qu'il soit titulaire d'un des diplômes requis, à savoir : CAF-Pro, UEFA-Pro et AFC-Pro.

Si l'entraîneur étranger ne va pas au bout de son contrat avec le club qui l'a engagé, il n'aura pas le

droit de s'engager avec un autre club algérien pendant la même saison.

Par ailleurs, et en cas de besoin, les clubs algériens sont en mesure de promouvoir un entraîneur adjoint au poste de coach principal, à condition qu'il soit titulaire du diplôme requis. "Cette transition ne sera pas considérée comme un nouveau recrutement. Il suffit d'annuler l'ancien contrat et de lui faire signer un nouveau bail, comme entraîneur en chef" a expliqué la même source.

Pour rappel, le coup d'envoi de la prochaine saison 2026-2027 de la Ligue 1 Mobilis sera donné le jeudi 20 août.

RS

"7/7 MA CULTURE"

MME BENDOUDA CLÔTURE LA MANIFESTATION ET ANNONCE DES CHANTIERS CULTURELS POUR L'ENFANCE

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a présidé lundi, dans la wilaya de Tipasa, la clôture de l'événement culturel national « 7/7 ma culture » destiné aux enfants, ainsi que l'ouverture de grands projets destinés à renforcer le théâtre pour la jeunesse.

Par Yousra Dali

L'opération « 7/7 ma culture », initiée à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant (1er juin), s'est achevée à la Maison de la culture « Ahmed Aroua » de Koléa, avec la dernière étape du projet de développement théâtral « Holm » (Rêve), qui en est à sa quatrième saison.

Démarré en mars à Tipasa, ce programme comprenait une série d'ateliers de sensibilisation et de formation aux arts scéniques destinés aux enfants.

A cette occasion, la ministre a expliqué que le projet « Holm » a pour objectif de promouvoir l'art dramatique chez les enfants et de repérer de nouveaux talents, ajoutant qu'il « illustre la volonté du ministère de la Culture et des Arts de consolider le droit de l'enfant à la culture et à la créativité, ainsi que de soutenir des initiatives de qualité à portée éduca-



tive ».

Selon Mme Bendouda, le programme entend aussi renforcer les compétences artistiques et mentales de l'enfant en lui proposant des cadres culturels favorables à l'apprentissage, aux découvertes et à la libre

expression. Elle a, dans ce cadre, annoncé le lancement officiel d'une série d'actions et de projets culturels conçus pour les enfants, dont des spectacles de théâtre.

La ministre a estimé que le théâtre pour enfants en Algérie « connaîtra

un saut qualitatif à l'avenir » et a manifesté le souhait de voir « Holm » gagner toutes les écoles, dans chaque commune et sur l'ensemble du territoire, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale. Elle a insisté sur le fait que « ce projet mérite toute notre attention en raison de son rôle efficace dans le bon développement des enfants ».

À l'occasion de la Journée nationale de l'artiste, célébrée le 8 juin de chaque année, Mme Bendouda a indiqué que son secteur s'emploie à améliorer les conditions de vie des artistes et à préserver leurs droits. Elle a aussi invité ceux-ci à participer activement à la mise en valeur du patrimoine algérien, ainsi qu'à la valorisation de l'art et de la culture nationale.

S'agissant de la période estivale, la ministre a révélé la préparation d'un programme « d'envergure » dans toutes les wilayas, portant sur plusieurs domaines artistiques, dont le théâtre, le cinéma et la musique.

À signaler que la cérémonie de clôture de « 7/7 ma culture » a été animée par des prestations d'enfants de Tipasa, qui ont abordé des thèmes comme le harcèlement, la tricherie, le mensonge, ou encore la protection de l'environnement, entre autres, après une série de préparatifs mobilisant 14 écoles primaires de la wilaya.

Y.D

PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE NATIONALE RENFORCER LA NUMÉRISATION DES ARCHIVES

Une session de formation destinée aux cadres et agents des services d'archives des institutions et administrations publiques a été organisée mardi dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la Semaine internationale des archives. Cette initiative vise à renforcer les compétences professionnelles en matière de gestion documentaire et d'archivage, tout en accompagnant le processus de transformation numérique engagé par l'administration algérienne.

Placée sous la supervision de la Direction générale des Archives nationales (DGAN), relevant de la Présidence de la République, cette formation se tient au Musée public national « Moudjahid Ahmed-Mahssas », situé dans le quartier Moussani à Tindouf.

L'objectif de cette initiative est de permettre aux participants de maîtriser les techniques modernes de gestion des documents actifs et les outils de traitement archivistique, afin d'améliorer la conservation, l'organisation et l'accessibilité des documents.

Le programme, encadré par des spécialistes du domaine, comprend des conférences et des ateliers pratiques portant notamment sur la gestion documentaire en environnement numérique, l'élaboration des tableaux de gestion et des référentiels procéduraux, ainsi que sur les mécanismes de protection de la mémoire institutionnelle et de valorisation du patrimoine archivistique.

A cette occasion, Mme Ratiba Titous, archiviste au Centre national des archives, a souligné que ces sessions s'inscrivent dans les efforts d'accompagnement des administrations publiques dans leur transition numérique. Elle a indiqué que la maîtrise du cycle de vie des documents et leur bonne organisation constituent une étape essentielle avant

la généralisation de l'administration électronique.

Elle a ajouté que la numérisation représente un outil efficace pour protéger les documents contre la détérioration et la perte, garantir la continuité de l'information et préserver la mémoire nationale, appelant à la poursuite de ce type de formations afin de suivre les évolutions technologiques du secteur.

De son côté, Mme Asma Habib-Dahou, archiviste à la DGAN, a présenté les dispositions juridiques régissant la conservation, la réception et la communication des archives, tout en mettant en avant le rôle de la DGAN et du Centre national des archives dans la préservation et la valorisation des fonds documentaires.

Pour sa part, M. Mohamed Abbassi, directeur de la Synthèse à la DGAN, a rappelé que l'institution poursuit ses efforts d'accompagnement de la transformation numérique à travers la formation des cadres et le renforcement de leurs compétences, afin de concilier modernisation administrative et préservation de la mémoire nationale.

Les participants ont, pour leur part, souligné l'importance de la spécialisation dans l'amélioration des performances des services d'archives, affirmant que les ateliers pratiques leur ont permis d'acquérir de nouvelles compétences en gestion électronique des documents et en numérisation.

En clôture, les intervenants ont insisté sur le fait que l'investissement dans la formation et la numérisation constitue un levier essentiel pour le développement du secteur des archives, au service de l'administration, de la recherche scientifique et de la préservation de la mémoire nationale.

R.C

ARTS PLASTIQUES EXPOSITION DES ŒUVRES DE MAHMOUD TALEB

Une exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Mahmoud Taleb a été inaugurée mardi à Oran. A travers cet événement, l'artiste propose une synthèse de son parcours créatif, présentée au moyen d'un ensemble de tableaux et d'œuvres d'art réunis sous le thème : "Novembre, que ta grandeur demeure en nous".

Organisée à l'occasion de la Journée nationale de l'Artiste, célébrée le 8 juin de chaque année, cette exposition rassemble 28 tableaux et quatre sculptures. Les œuvres s'inspirent d'une vision soufie nourrie par le patrimoine poétique algérien, notamment les écrits de l'Emir Abdelkader et du savant et juriste Abderrahmane Thaâlibi, a indiqué l'artiste à l'APS.

Ces créations associent arts plastiques, calligraphie arabe et sculpture. Elles fusionnent les écoles abstraite et lettriste dans une démarche artistique qui témoigne de la maîtrise de l'artiste dans le travail du bois, ainsi que dans la valorisation de l'esthétique des lettres et de leurs détails, selon plusieurs observateurs du monde des arts plastiques.

Pour la réalisation de ses œuvres, Mahmoud Taleb a recours à une technique particulière utilisant la résine, en complément de couleurs à l'huile inspirées de la nature algérienne. La couleur cuivrée (bronze) y occupe une place importante, conférant aux créations une chaleur et un éclat naturels.

Artiste plasticien depuis plus de quarante ans, Mahmoud Taleb a également exercé en tant qu'enseignant en éducation artistique. Il a participé à de nombreuses expositions nationales et internationales, et certaines de ses œuvres sont exposées dans des musées en Algérie et à l'étranger, notamment au Musée de Bagdad en Irak, au Musée de Vienne en Autriche, ainsi que dans divers espaces artistiques en Afrique du Sud.

Actuellement, l'artiste travaille à la réalisation d'une nouvelle série de tableaux et de sculptures intitulée "Elevons-nous par la morale du Prophète", dont l'exposition est prévue à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, a-t-il précisé en marge de cette manifestation organisée avec la contribution de l'Office régional de la culture et de l'information.

R.C

LE BRÉSIL, APRÈS LE VENEZUELA ?

ESCALADE DANS LES RELATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE BRÉSIL

La décision de Washington de classer les gangs de trafiquants de drogue brésiliens Comando Vermelho (CV) et Primeiro Comando da Capital (PCC) parmi les entités terroristes marque une nouvelle escalade significative dans les relations entre les États-Unis et le Brésil.

Par Uriel Araujo
In mondialisation.ca,
08 juin 2026

La décision de Washington de classer les gangs de trafiquants de drogue brésiliens Comando Vermelho (CV) et Primeiro Comando da Capital (PCC) parmi les entités terroristes marque une nouvelle escalade significative dans les relations entre les États-Unis et le Brésil.

Annoncée par le secrétaire d'État Marco Rubio, cette mesure place les organisations criminelles brésiliennes dans le même cadre juridique que celui appliqué de plus en plus souvent par l'administration Trump aux organisations criminelles d'Amérique latine.

Officiellement, cette initiative est présentée comme s'inscrivant dans la lutte contre la criminalité transnationale. Pourtant, le contexte général laisse entrevoir un agenda géopolitique plus large. De telles désignations comme organisations terroristes sont loin d'être symboliques. Elles renforcent la capacité de Washington à imposer des sanctions, à geler des avoirs, à poursuivre les partisans présumés et à exercer des pressions sur les institutions financières au-delà des frontières. C'est précisément pour cette raison que les autorités brésiliennes se sont toujours opposées à de telles classifications.

On se souviendra que le Brésil a rejeté une demande américaine similaire en 2025, arguant que le PCC et le CV sont des organisations criminelles à but lucratif plutôt que des groupes terroristes motivés par une idéologie. Le procureur Lincoln Gakiya a récemment averti que cette désignation pourrait en réalité compliquer les efforts du Brésil dans sa lutte contre le crime organisé.

Une fois encore, cette question ne peut être dissociée des grandes évolutions géopolitiques. L'année dernière, j'avais fait valoir que les pressions exercées par Washington sur le Brésil concernant la classification des gangs, les sanctions à l'encontre du juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes, et même les discussions sur l'accès à des installations militaires stratégiques s'inscrivaient dans le cadre de la nouvelle « doctrine Monroe » de l'administration Trump. L'objectif n'était pas nécessairement une intervention militaire, mais plutôt de disposer d'un moyen de pression. Le rôle croissant du Brésil au sein des BRICS, son partenariat stratégique avec la Chine et sa politique étrangère de plus en plus indépendante en ont fait une cible de pressions. La désignation d'aujourd'hui semble s'inscrire parfaitement dans ce cadre.

Les implications économiques pourraient s'avérer bien plus impor-



tantes que la dimension sécuritaire. Les analystes ont averti que cette désignation pourrait augmenter les coûts de mise en conformité pour les entreprises et les institutions financières brésiliennes. Certes, les grandes banques n'envisagent pour l'instant que des répercussions limitées à court terme. La préoccupation plus générale ici est l'expansion de l'influence financière extraterritoriale des États-Unis.

Et la souveraineté financière du Brésil ?

L'économiste José Kobori soutient que Washington s'est en effet doté d'un nouvel instrument puissant pour faire pression sur les entreprises et les banques brésiliennes, voire potentiellement sur le système de paiement Pix.

Pix, pour commencer, représente bien plus qu'une simple plateforme de paiement. C'est un exemple réussi de souveraineté financière brésilienne qui a permis de réduire la dépendance vis-à-vis des réseaux de paiement contrôlés par des acteurs étrangers. Visa, Mastercard et WhatsApp Pay de Meta ont tous eu du mal à rivaliser avec l'infrastructure publique brésilienne. Ainsi, si les réglementations antiterroristes deviennent un moyen d'exercer une pression accrue sur les institutions financières brésiliennes, Pix pourrait se retrouver indirectement dans le collimateur de Washington.

Cela doit également être replacé dans le contexte plus large des efforts des pays du BRICS pour réduire leur dépendance vis-à-vis des systèmes financiers centrés sur le dollar. Comme je l'ai déjà souligné, des institutions telles que la Nouvelle banque de développement du BRICS représentent un défi encore modeste mais réel à la domination financière américaine. Dans cette perspective, cibler l'infrastructure financière du Brésil reviendrait à mener une forme de guerre économique plutôt qu'une simple initiative de lutte contre la criminalité.

Il faut également replacer cela dans le contexte plus large des efforts déployés par les pays du BRICS pour réduire leur dépendance

vis-à-vis des systèmes financiers centrés sur le dollar. Comme je l'ai déjà souligné, des institutions telles que la Nouvelle Banque de développement du BRICS représentent un défi, certes encore modeste mais bien réel, à la domination financière américaine. Dans cette optique, s'attaquer à l'infrastructure financière du Brésil reviendrait à mener une forme de guerre économique plutôt qu'une simple initiative de lutte contre la criminalité.

Qu'en est-il d'une action militaire ?

À ce sujet, les spéculations se sont intensifiées à la suite de l'opération menée par Washington au Venezuela plus tôt cette année. En janvier 2026, les forces américaines ont capturé le président vénézuélien Nicolás Maduro et l'ont transféré aux États-Unis pour qu'il y réponde à des accusations de narcoterrorisme qui pesaient sur lui depuis longtemps.

Contrairement à Maduro, le président Lula da Silva ne fait l'objet d'aucune poursuite pénale aux États-Unis. De plus, le Brésil n'est pas un État isolé soumis à des sanctions, mais bien la plus grande économie d'Amérique latine, l'un des fondateurs du BRICS et une puissance influente du Sud. Une opération de type vénézuélien contre le Brésil constituerait donc un acte d'agression aux conséquences diplomatiques, économiques et militaires considérables.

Un scénario bien plus réaliste pourrait impliquer une coopération en matière de renseignement, des sanctions et des pressions financières. Le Mexique offre un précédent suffisamment instructif. Les récentes opérations menées par les États-Unis contre les cartels se sont largement appuyées sur le partage de renseignements et le soutien opérationnel. Pourtant, même là-bas, les opérations militaires unilatérales américaines restent politiquement toxiques.

Comme je l'ai écrit plus tôt cette année, les stratégies visant à décapiter les cartels entraînent souvent des conséquences imprévues. Au

Mexique, l'élimination des principaux chefs de cartels a déclenché des violences en représailles, des barrages routiers et de l'instabilité plutôt que des gains durables en matière de sécurité.

Le Brésil présente un contexte encore plus complexe. Le PCC et le CV sont profondément ancrés dans les systèmes pénitentiaires, les économies locales et les réseaux criminels régionaux. Une intervention extérieure brutale pourrait facilement aggraver la situation.

De plus, Washington est déjà mobilisé sur plusieurs fronts, des tensions avec l'Iran aux campagnes juridiques et politiques de plus en plus virulentes contre Cuba. Par conséquent, une action militaire directe contre le Brésil semble peu probable dans un avenir proche, même si Washington a récemment démontré sa volonté de mettre en œuvre toutes sortes de mesures désastreuses (voir l'Iran).

Le véritable enjeu ici est le rapport de force.

Que ce soit par le biais de sanctions, de mécanismes de conformité financière, de coopération en matière de renseignement ou de pressions diplomatiques, Washington élargit, pour ainsi dire, sa panoplie d'outils.

La désignation comme organisation terroriste confère de nouveaux pouvoirs juridiques qui pourront être utilisés de manière sélective dans de futurs différends. Cela s'inscrit parfaitement dans la ligne de l'approche plus large de Trump, qui considère souvent les droits de douane, les sanctions et les instruments juridiques comme des outils de négociation. En résumé, le Brésil a peu de chances de devenir un autre Venezuela. Pourtant, cette désignation a son importance car elle offre à Washington de nouveaux mécanismes pour faire pression sur un pays qui occupe une place de plus en plus importante au sein des BRICS et du Sud global. Encore une fois, une intervention militaire reste improbable. La coercition économique, en revanche, est déjà en marche.

URIEL ARAUJO

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

QUATRE FEMMES EXCEPTIONNELLES...

Ces quatre femmes incarnent, chacune à leur manière, l'engagement absolu et le sacrifice pour la liberté.

Raymonde Peschard : Affectueusement surnommée Taous (Paon) par ses frères de combat, occupe une place singulière et héroïque dans la mémoire de la Révolution algérienne. Son parcours est celui d'une conviction qui dépasse les origines pour embrasser la cause nationale : la liberté.

Née en 1927 à Saint-Eugène (Bologhine), Alger. Raymonde n'était pas une simple observatrice. En tant qu'assistante sociale à l'Électricité et Gaz d'Algérie (EGA), elle est quotidiennement témoin de la misère et des inégalités frappant la population algérienne. Cette proximité avec la souffrance nourrit son engagement politique, d'abord au sein de l'Union des Femmes Algériennes, puis au Parti Communiste Algérien (PCA). Elle rejoint le maquis de l'ALN dans la zone d'Arris. Infirmière de combat et militante infatigable, elle soigne les moudjahidine et les paysans avec une abnégation totale. Son parcours s'achève héroïquement le 26 novembre 1957, lorsqu'elle tombe au champ d'honneur, les armes à la main, près de Medjana. Elle repose au cimetière de Constantine.

Une artère de Constantine porte son nom.

Zoulikha Oudaï : La "Mère des résistants"

Née en 1911 à Marengo (Hadjout) de son vrai nom Yamina Echaïb, elle est une figure centrale de la résistance à Cherchell. Après l'arrestation de son mari et de son fils, elle prend la tête du réseau local, responsable politico-militaire. Capturée par l'armée française en 1957, elle subit des tortures atroces sans jamais trahir ses compagnons. Son exécution, particulièrement



cruelle (elle fut jetée d'un hélicoptère), a forgé sa légende de martyre indomptable.

Le corps de Zoulikha Oudaï ne fut retrouvé qu'en 1984, soit 27 ans après sa disparition tragique.

Pendant près de trois décennies, le sort exact de cette héroïne de Cherchell est resté un mystère douloureux, alimentant les récits sur sa fin atroce. Ce n'est qu'en 1984 qu'un agriculteur a révélé avoir enterré, en 1957, le corps d'une femme trouvé sur un chemin de terre, après qu'elle eut été jetée d'un hélicoptère par l'armée coloniale.

Son exécution par défenestration depuis un hélicoptère restera l'un des actes les plus barbares de la guerre, mais la découverte de son

corps en 1984 a permis de clore ce chapitre de l'histoire par un hommage national.

Hassiba Ben Bouali : L'icône de la Casbah

Née en 1938 à Orléansville (Chlef). Visage emblématique de la Bataille d'Alger, Hassiba est la jeunesse et la détermination. Elle quitte ses études pour rejoindre les réseaux de la Zone Autonome d'Alger. Elle meurt héroïquement le 8 octobre 1957, à seulement 19 ans, lors du dynamitage de sa cache au 5, rue des Abderrames, aux côtés d'Ali la Pointe, du Petit Omar (13 ans) et de Mahmoud Bouhamidi.

Ourida Meddad : La Rose sacrifiée

Née en 1938 à Alger, Ourida grandit au cœur de la Casbah, foyer ardent de la révolution. Issue d'une famille patriote, elle s'imprègne très tôt des idéaux de liberté. Malgré son jeune âge, elle rejoint les réseaux de la Zone Autonome d'Alger durant la période cruciale de 1957.

Arrêtée durant la grève des huit jours en 1957, Ourida Meddad n'a que 19 ans, malgré la torture, elle refuse de parler. Elle meurt en détention, assassinée par les parachutistes, jetée du deuxième étage, "Elle est partie à 19 ans, emportant ses secrets dans la tombe, mais laissant derrière elle une trace indélébile dans l'histoire de la nation."

Ces portraits soulignent la force du courage féminin dans les moments les plus sombres de l'histoire de la Nation mars

Publié sur Facebook par Admin dans l'Algérie pays du soleil et de beauté, le 8 mars 2026

HOMMAGE À BETTINA HEINEN-AYECH

Décédée le 7 juin 2020 à l'âge de 82 ans, Bettina Heinen-Ayech, l'Allemande qui peignait l'Algérie.

Elle est née en 1937 à Solingen, Allemagne. Son père dramaturge et poète, et sa mère qui tenait un salon littéraire, lui ont légué le goût et le don de l'art.

C'est tout naturellement qu'elle fera ses études de 1954 à 1958, à l'École des beaux-arts de Cologne, à l'académie des Beaux-Arts de Munich et à l'Académie royale de Copenhague (Danemark). Artiste-peintre avérée, elle va parcourir le monde et exposer dans plusieurs villes d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Plus de 26 expositions de l'artiste, de dimension internationale, ont été réalisées entre 1955 et 2017.

La nature est sa principale inspiratrice : "Le cycle des saisons et tous les miracles de la nature ont une forte influence sur ma peinture", aimait-elle raconter. "Lors de mes aventures en quête d'un thème et lorsque je suis en pleine nature, je vis une sensation de vision, je perçois une flopée de couleurs m'envahir provenant de différentes dimensions, je ne sais d'où elles viennent, mais ce que je sais c'est que je les ressens et immédiatement je me mets à peindre". Bettina Heinen, qui fréquente les galeries et ateliers parisiens, va y rencontrer l'homme qui deviendra son mari, Abdelhamid Ayech, (1926-2010) originaire de Guelma. C'est dans cette ville de l'Est algérien qu'ils s'installent au lendemain de l'indépendance, ce qui va constituer un tournant dans la vie et le parcours artistique de Bettina Heinen-Ayech.

Qui connaît Guelma et son arrière-pays sait que la nature, d'une beauté époustouflante, offrait à Bettina-Ayech des paysages qui excitaient son esprit créateur et renforçaient son inspiration. L'artiste se met à les immortaliser dans des tableaux dont une partie sera acquise par le Musée national des Beaux-Arts d'Alger en 1968. En 1992, une rétrospective de 120 de ses tableaux est organisée par le même musée. L'année suivante, elle reçoit le prix de la Fondation Baden de



Solingen, sa ville natale, en Allemagne.

Elle enchaînera les distinctions et les honneurs en Algérie et dans son pays d'origine. En 2004, une deuxième grande rétrospective se tient aux Beaux-Arts d'Alger. Deux ans après, Bettina-Ayech sera honorée par le ministère algérien de la Culture.

Aujourd'hui encore, ses œuvres sont exposées en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Des musées conservent ses œuvres en Algérie, Allemagne, Tunisie, Syrie... Bettina Heinen-Ayech a vécu près d'une cinquantaine d'années à Guelma : "Je peins tellement ce paysage qu'il est devenu une partie de moi-même, bien que l'art ne consiste pas seulement à peindre de beaux paysages. C'est aussi une partie de mon travail de montrer cette beauté".

En novembre 2020, une plaque commémorative a été apposée sur sa maison natale à Solingen. Si ce n'est déjà fait, il est souhaitable qu'un espace public à Guelma ou dans une autre ville porte le nom de cette artiste qui a eu le plaisir et l'honneur de peindre l'Algérie et de porter aux quatre coins du monde les images de sa beauté. Paix à son âme.

Publié sur Facebook par A.Hammouche dans Le Journal des Artistes, le 7 juin 2026

IL ÉTAIT UNE FOIS MALEK HADDAD

Décédé le 2 juin 1978 à Alger. Né le 5 juillet 1927 à Constantine. Voyageur infatigable, il foulera le sol de Paris, Le Caire, Lausanne, Tunis, Moscou, New-Delhi, autant d'escales que de repères dans le parcours de cet écrivain qui s'est d'abord révélé poète...

Son premier recueil, Le malheur en danger paraît en pleine Guerre de Libération (Paris, La Nef, 1956, rééd. Bouchène, Alger, 1988) alors que le second Ecoute et je t'appelle sort en 1961 (Maspéro) précédés de Les zéros tournent en Rond (essai). Entre-temps, il écrira quatre romans: La Dernière Impression (Julliard, 1958, rééd. Alger, Bouchène, 1989); Je t'offrirai une gazelle (Julliard, -1959); L'élève et la leçon (Julliard, 1960, Trad. à l'arabe, Sned, Alger, 1973); Le Quai aux fleurs ne répond plus (Julliard, 1961, Trad. à l'arabe, Sned, 1979). Auparavant, il a entamé des études de droit à Aix-En-Provence (1954) après un bref passage dans l'enseignement. Il abandonne le droit pour écrire et pour collaborer à plusieurs revues. Conférencier et diplomate, il effectuera différentes missions au nom du FLN pour porter dans différents pays la voix de l'Algérie combattante. Après 1962, collabore à la création de la presse nationale, fait partie du comité de rédaction de Novembre et animera à Constantine, la page culturelle d'An-Nasr (1965-1968). Il a été directeur de la culture au ministère de l'Information et de la Culture (1968-1972), Secrétaire général de l'Union des Ecrivains Algériens, conseiller technique chargé des études et recherches dans la production culturelle en français (1972). Paix à son âme.



Publié sur Facebook par A.Hammouche dans Le Journal des Artistes, le 2 juin 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:41	12:45	16:34	19:46	21:35

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA REÇOIT LE COMMANDANT DES FORCES NAVALES AMÉRICAINES EN EUROPE ET EN AFRIQUE, COMMANDANT DES FORCES CONJOINTES DE L'OTAN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu en audience, mardi au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Commandant des Forces navales américaines en Europe et en Afrique, Commandant des Forces conjointes de l'OTAN, l'Amiral George Wikoff, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Ont pris part à cette rencontre "des officiers Généraux-majors et Généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation américaine", précise la même source, ajoutant que "les deux parties ont examiné l'état de la coopération militaire entre les deux pays et échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun".

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue au Commandant des Forces navales américaines en Europe et en Afrique, ainsi qu'à sa délégation, avant d'affirmer que "les relations bilatérales enregistraient une nouvelle dynamique, comme en témoigne l'échange de visites de délégations de haut niveau".

"Les relations militaires bilatérales connaissent une nouvelle dynamique, notamment après la signature du mémorandum d'entente dans le domaine de la coopération militaire en janvier 2025. Cette démarche s'inscrit en droite ligne de la volonté des deux pays de construire un partenariat stratégique, fondé sur le respect mutuel et au service des intérêts communs", a affirmé le Général d'Armée. "Cette dynamique s'est concrétisée par des échanges de visites de délégations de haut niveau, à l'exemple de la récente visite du Commandant de l'AFRICOM en Algérie, qui a constitué une occasion d'échanger les points de vue sur les questions



d'intérêt commun et a contribué au renforcement des canaux de communication sur les questions sécuritaires et stratégiques", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a souligné "que l'Algérie, dans sa quête visant à renforcer ses relations de coopération avec les différents Etats, demeure profondément

attachée au principe de non alignement, à son indépendance et à ses décisions souveraines".

"Enfin, je tiens à rappeler que l'Algérie, dans le cadre de sa démarche résolue visant à consolider ses relations de coopération avec les différents Etats, demeure profondément attachée au

principe de non alignement, à son indépendance et à sa souveraineté décisionnelle", a-t-il soutenu.

"C'est pour l'ensemble de ses principes sacrés, dont nous attendons de nos partenaires qu'ils les apprécient à leur juste valeur et les respectent, que notre pays a consenti, depuis 1830 jusqu'à 1962, le sacrifice de plus de cinq millions six cent trente mille martyrs, dont un million et demi de martyrs entre 1954 et 1962", a-t-il souligné.

De son côté, l'Amiral George Wikoff a exprimé "sa satisfaction de sa visite en Algérie et son ambition d'oeuvrer dans le sens du renforcement des relations de coopération militaire bilatérale et multilatérale, en saluant la contribution de l'Armée nationale populaire au maintien de la sécurité maritime dans le Bassin occidental de la Méditerranée".

Au terme de la rencontre, les deux parties ont échangé des cadeaux symboliques.

Au siège du Commandement des Forces navales, l'Amiral George Wikoff avait rencontré le Commandant des Forces navales, le Général-Major Mahfoud Ben Meddah, les deux parties ayant évoqué "les voies et moyens de développer davantage la coordination et la coopération, ainsi que les échanges d'expériences dans le domaine de la sécurité maritime, afin de contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité dans la région d'intérêt", conclut le communiqué du MDN.

APS

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

INAUGURATION DU BUREAU D'ALGER DE L'INSTITUT MONDIAL POUR LA CROISSANCE VERTE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, accompagnée du président de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a procédé mardi à l'inauguration du bureau d'Alger de cette organisation internationale.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de M. Lounes Magraman, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Dans une déclaration à la presse, M. Ban Ki-moon a exprimé sa "profonde grati-

tude" pour l'accueil chaleureux et le soutien fort apportés par l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que pour l'engagement constant de l'Algérie à œuvrer avec les Nations unies, les peuples du monde et le peuple algérien en faveur d'un monde meilleur et durable pour tous.

Il a ajouté que le bureau d'Alger de l'organisation constitue "une opportunité" pour les employés de l'Institut mondial pour la croissance verte de travailler pour les peuples d'Afrique, soulignant que lorsqu'il occupait le poste de Secrétaire général de l'ONU, il rappelait constamment qu'aucun pays dans ce monde, aussi puissant ou riche en ressources soit-il, ne peut parvenir seul à un meilleur et durable développement.

Mettant en avant l'importance de l'unification des efforts pour réaliser le développement durable, M. Ban Ki-moon a exprimé sa grande appréciation pour la vision "clairvoyante et à long terme qui pousse à travailler avec les organisations internationales, notamment l'Institut mondial pour la croissance verte".

A cette occasion, des présentations ont été faites sur l'écosystème des startups en Algérie actives dans les domaines de l'économie verte et des technologies agricoles. La délégation a également visité les différentes infrastructures dont dispose le siège de cette organisation internationale à Alger.

Le bureau d'Alger de l'Institut vise à renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties, notamment dans les domaines liés au développement durable,

à la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et au développement de l'économie verte, a-t-on souligné.

L'Algérie a adhéré à l'Institut à la mi-2025, dont la création a été convenue en 2012, et ce en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'Institut, dont le siège est situé à Séoul, a pour objectif de renforcer les capacités techniques des Etats membres dans les différents domaines liés à la croissance verte et à la durabilité.

RA

SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE EN TUNISIE PARTICIPATION DE 23 ENTREPRISES ALGÉRIENNES

La quatrième édition du Salon international de l'agroalimentaire en Afrique (IFSA Africa 2026) s'est ouverte, mardi au Parc des expositions du Kram en Tunisie, avec la participation de 23 entreprises algériennes opérant dans le secteur des industries agroalimentaires, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Les entreprises algériennes partici-

pent à cet événement sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, à travers l'exposition d'une gamme diversifiée de produits alimentaires et transformés, reflétant le développement que connaît le secteur au niveau national ainsi que sa capacité à s'imposer sur les marchés régionaux et internationaux.

Cette participation s'inscrit dans le

cadre des efforts nationaux visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, à renforcer la présence du produit algérien sur les marchés africains et à accompagner les opérateurs économiques dans l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat et l'élargissement de leurs réseaux commerciaux.

Cet événement devrait offrir aux entreprises algériennes l'opportunité de

promouvoir leurs produits, d'explorer de nouveaux marchés et de conclure des contrats et d'établir des partenariats commerciaux à même de soutenir la dynamique de promotion des exportations et de renforcer la position du produit algérien aux niveaux continental et international.

RA